Initiative Communiste

« Il y a en France un noyau révolutionnaire indestructible »

Marcel Paul, fils de la classe ouvrière, déporté-résistant, Ministre communiste qui « nationalisa la lumière » en 1946

N°270 / MAI-JUIN 2025 / 2,50 €

Mensuel du PRCF - Pôle de Renaissance Communiste en France



LE RETOUR DE LA CLASSE OUVRIERE (ET DE SES ALLIÉS)

Inde : grève victorieuse chez Samsung pour les salaires et les conditions de travail, octobre 2024

Québec : grèves et manifestations monstres mi-mars pour défendre le droit de grève

Grèce : grèves et puissants cortèges pour le pouvoir d'achat début avril.

Italie : grève générale et défilé imposant contre la rigueur budgétaire et le surarmement.

(Pages 8-11, International)

LUTTES

Non à l'union sacrée

Halte à l'arnaque sur la Sécu

pages 4 à 7

EUROPE

Comment résister au pré-fascisme en Allemagne ?

Halte à l'arnaque sur la Sécu ! (2)

pages 12 à 14

FRANCE

soutenons la Palestine, pas le régime fascisant de Kiev

Bons anniversaires : 8 mai 45, 29 mai 2005

pages 15-16

Bon anniversaire Léon !

De Jean Récayte (93)

Je me réjouis de renouveler mon abonnement à Initiative communiste. *Bonjour à Léon Landini, qui vit à Bagneux et a résisté au nazis à mains nues ! Sa fille Gilda peut être fière de son père ! Il faut continuer de résister avec vous.*

IC : *Ce sera transmis ! Léon n'a peut-être pas résisté « à mains nues », mais il a résisté ! Et avec peu de moyens – comme nous...*

Bonne nouvelle d'Allemagne

De Daniel Sheh (77)

Je renouvelle mon abonnement à Initiative communiste. *En ce début d'année, on peut noter une bonne nouvelle avec le doublement du score de Die Linke aux élections législatives allemandes du 23 février. Je vous souhaite une bonne continuation pour votre développement.*

IC : *Merci ! Concernant Die Linke, si sa remontée est plutôt une bonne nouvelle dans le contexte d'une percée de l'AfD, nous n'oublions pas ses limites (voir en pages Europe de ce numéro).*

29 mai 2005

Par Dominique Mutel

Les grêlons du mépris
S'abattent sur les champs
Où l'espérance germe
Dans les blés d'or du soleil.
Les bras ont tiré des souffrances
La révolte du travail humble
À la recherche d'un bonheur
Éclatant comme un cor.
La chevelure des nuits étoilées
Réchauffe les rêves qu'on berce
Au creux des duvets de l'espoir
Saisis entre les mains trompées
Mais on se prend quand même
À revivre, à croire à la parole
Des paradis et au feuillage miroitant
De l'idéal. Souffrir, souffrir dans les labours
des peines aussi lourds
Qu'un mufle de boeuf, est-ce vivre
Se dit-on le soir, à la clarté jaune
De l'ampoule du ciel?
On passe son temps à traquer le bonheur
Comme une meute de chiens un loup
Et la liberté partagée sous le couteau
des luttes
Comme une hostie d'aube
Feu entretenu dans le fourneau de l'enfance
Qui brasille encore dans les phares des
Maisons la nuit.
Les pieds qui saignent sur les chardons
Des chemins indistincts de celui qui
Tombe et qu'on relève
Foulent les treilles d'un vin nouveau
Aussi rouge qu'un drapeau de révolte
Jaillissant des poitrines de douleur humiliée
Et comme un accouchement arraché
Au destin

Le cri du NON.

AGENDA

Sur votre agenda de mai 2025

Le 8 : rendez-vous à 11h devant le Café du Croissant à Paris contre la guerre mondiale thermonucléaire en préparation.

Le 31 à Paris pour l'alternative politique rouge et tricolore des « quatre sorties » (de l'euro, de l'U.E., de l'OTAN et du capitalisme exterministe).

Pour plus de détails, connectez-vous sur initiative-communiste.fr.



À l'occasion du 80e anniversaire de la capitulation sans condition du IIIe Reich, le Comité internationaliste pour la solidarité de classe réédite son enveloppe frappée du symbole de l'Internationale communiste, des quatre drapeaux alliés et de la fameuse citation de Charles de Gaulle rendant hommage à « la Russie soviétique ».

Le paquet de 20 enveloppes : 14€, à commander à Madeleine Dupont, 62 Résidence Les Hirsons, 62800 Liévin (chèque à l'ordre du C.I.S.C.).

NÉCROLOGIE

ADIEU LUCIEN !

Lucien nous a quittés dans sa 92e année. Il avait un caractère bien trempé mais avait grand coeur, c'était un humaniste; il est arrivé à Le Portel en 74 , il venait de Berck où il était déjà militant du PCF et a aussitôt rejoint la section PCF de Le Portel dans laquelle il militait sans compter son temps avec sa défunte épouse Nicole. Il était enseignant à l'école primaire Vallois, au Portel, il était apprécié par ses élèves et par leurs parents. Il militait aussi avec Nicole au Secours populaire. A l'époque le PCF était encore puissant, notre section était très active, Lucien a été de nombreuses années membre du bureau de section, secrétaire de cellule et trésorier de section, diffuseur du journal liberté et colleur d'affiches acharné. Il a été adjoint au maire de Le Portel de 1977 à 1995.

En 2003 il rejoignit la coordination communiste avec Daniel Antonini et en 2004 il aida à fonder le PRCF à la demande de Daniel. Il continua son combat de vrai communiste jusqu'au bout pendant 20 ans au sein du PRCF en tant que secrétaire de section, jusqu 'à ce que José Minard prenne le relais. Au nom de la section du Littoral du PRCF, José lui a rendu hommage ce 10 mars en présence de Daniel Antonini.

Notre camarade **Adrienne Achilli** nous a quittés le 28 mars. Nous lui avions récemment consacré une page à l'occasion de ses 100 ans.

Directeur politique
Georges Gastaud
Rédacteur en chef
Vincent Flament,
Courrier des lecteurs
Vincent Flament
Courriel : initiativecommunisteredacchef@gmail.com
Luttes : Gilliatt De Staërck, Martin Guyot, Baptiste Poisson, Thomas Remmery, Gabriel Youssef
Courriel : luttes@prcf.fr
Inter : Eliecer Arafat, Boris Differ, Philippe Gendrault, Jean-Paul Batisse.
Courriel : ciepac.2012@gmail.com
Europe : Fadi Kassem
France : Fadi Kassem, Vincent Flament, Joël Vuylsteker
Jeunesse : Gilliatt De Staërck.
Courriel : jrcf.national@Jrcf-orga.fr
Agriculture-Écologie :
Courriel : prcf_ecologie-agriculture@laposte.net
Condition féminine :
Diane Gilliard, Sylvie Guduk
Courriel : com-condition-feminine@prcf.fr
Éducation : Evariste Gé
Santé : Antoine Venobre
Courriel : sante@prcf.fr
Culture : Hubbard, Olivier Brueghel.
Courriel : prcf_culture@mailo.com
Langue française :
Georges Gastaud
Idées : Tristan Reboud, William Nugues (Philosophie), Georges Gastaud
Histoire-Mémoire :
Patrick Margarettaz, Gilda Landini, Jean-Paul Batisse.
Courriel : com.histoirememoire@outlook.fr

Regardez nos conférences filmées sur YouTube :

Café marxiste
youtube.com/@cafe_marxiste

Formez-vous avec notre revue théorique :

Étincelles
initiative-communiste.fr/abonnement-etincelle/



Face à l'Empire européen belliciste et antisocial piloté par Macron et par l'UE-OTAN

La contre-offensive générale du monde du travail est une exigence vitale !

Par Fadi Kassem, secrétaire national du P.R.C.F, Georges Gastaud, directeur politique d'*Initiative communiste*, Baptiste Poisson, secrétaire national des J.R.C.F., et Gilliatt De Staërck, secrétaire national adjoint du PRCF

Pulvérisant les records de bourrage de crâne d'août 1914, un tapage médiatique piloté par Bruxelles, Berlin et l'Élysée tente de mettre en place une « union sacrée » belliqueuse et fascisante, sous couvert d'une prétendue « menace russe existentielle » (doublée d'un « nouveau péril jaune imminent » ?) afin :

- de mettre en place un Empire européen dont les peuples ne veulent pas (« État fédéral européen », « armée européenne » arrimée à l'OTAN), donc d'en finir avec l'existence même de la Nation française ;
- d'araser les conquêtes sociales de 1945 ;
- de passer à une « économie de guerre » mondiale tandis que l'extension à toute l'Europe du « parapluie nucléaire français » transforme l'Hexagone en cible prioritaire des puissances adverses ;
- de liquider ce qui reste des acquis dus aux ministres communistes de 1945 (Macron annonce la « poursuite des réformes courageuses » : Sécu, statuts, retraites solidaires, services publics, tout doit disparaître, mais il n'y a plus ni « dette abyssale » ni « critères de Maastricht » pour alimenter les superprofits des marchands de missiles !).
- d'en finir avec les libertés démocratiques en présentant les militants de la paix, de l'indépendance nationale et du progrès social comme des « ennemis de l'intérieur ».

C'est donc en déclarant « la patrie a besoin de toi ! » que Macron liquide la France souveraine, au nom de la « préservation de notre modèle social » qu'il exige sa liquidation, et pour « défendre la démocratie » que les va-t-en-guerre confisquent les média, que Bayrou flirte avec le R.N., que Retailleau traque le travailleur immigré et que Macron prépare pour 2030 au plus tard (!) son « conflit de haute intensité » en cultivant un climat de peur !

Hélas, les états-majors de la gauche établie politico-syndicale (notamment les bellicistes du P.S., de Glucksmann et des Verts-kaki) ont ouvert le dialogue avec un Macron archi-battu dans les urnes, cautionné un « conclave » sur les retraites tout en offrant au pouvoir un automne et un hiver sans mouvement national d'envergure alors que sont massacrés l'emploi industriel, l'agriculture paysanne et les services publics. Des dirigeants syndicaux comme Sophie Venetitay (SNES) clament même qu' *« il ne faut pas opposer défense et éducation »*, ce qu'entend très bien le ministre des armées qui somme les enseignants de redevenir les hussards noirs de l'UE-OTAN pour une revanche de classe sur le pays de Stalingrad !

Le monde du travail, et centralement la classe ouvrière, déjà victime des délocalisations, des privatisations, et qui deviendrait la cible n°1 des missiles hypersoniques adverses si notre industrie devient le socle du complexe militaro-industriel européen, n'a donc pas le choix : soit nous deviendrons les esclaves du capital en attendant que nos enfants partent pour le « hachoir à viande », soit nous « montons des mines et descendons des collines » comme nos anciens pour exiger : *« l'argent pour les salaires, pas pour la guerre! l'argent pour nos enfants, pas pour l'OTAN !», « Macron, dégage ! »*.

Ce sursaut vital est possible : de grandes grèves déferlent à nouveau - Inde, Bangladesh, Mexique, Québec, Corée du Sud, Grande-Bretagne, et désormais Belgique, Italie et Grèce, partout la classe travailleuse repart à l'assaut du Capital fauteur d'exploitation et de mort.

Les vrais communistes seront à vos côtés en unissant le drapeau rouge de l'internationalisme prolétarien, la colombe de la paix, et l'étendard tricolore du patriotisme républicain véritable.

Sommaire *I.C.* n°270 / mai-juin 2025

Luttes / pages 4 à 7
- Les directions de la CGT et du SNES veulent la guerre et l'argent de la guerre
- Thalès et Lidl : grèves suspendues... pour le moment
- C.S.G. et C.R.D.S. : deux armes pour braquer la Sécu

International / pages 8 à 11
- Petit tour du monde des grandes luttes ouvrières
- Un anticubain à la tête de la « diplomatie » trumpiste
- Syrie : le mythe de la charia douce a vécu

Europe / pages 12 à 14
- Quel barrage après la victoire de l'AfD ?
- Braquage de la Sécu : les commanditaires sont à Bruxelles

France / pages 15-16
- L'impérialisme derrière l'Ukraine et Israël
- Mai 1945 – mai 2005 – mai 2025

Classe contre casse / page 17
- Casse des bancs et des bus publics, des C.D.I., et des circuits courts

Santé / page 18
- L'impérialisme sème la guerre et les épidémies

Renaissance communiste / page 19
- Roussel, Ouzoulias, Gerin... : les nuances du social-impérialisme

Idées / page 20-21
- Pour être universalistes, soyons matérialistes

Vie du PRCF / pages 23
- Aux portes des entreprises, sur les murs et dans la rue pour les droits des femmes, les retraites, Georges Abdallah, et contre le pré-fascisme

La direction CGT vers l'union sacrée ?

Par Thom

Après avoir soutenu le régime pro-nazi de Kiev (que nous ne saurions confondre avec le peuple ukrainien), les sanctions contre la Russie et les livraisons d'armes à l'Ukraine, défilé derrière les drapeaux fascistes de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne, de l'Union des Ukrainiens de France (qui était venue perturber notre 80e anniversaire de Stalingrad), la tête de CGT continue de s'enfoncer dans le social-impérialisme : sociale dans les mots , impérialiste dans les faits.



Alors que les positions de l'U.E. et de Macron sont de plus en plus bellicistes vis à vis de la Russie (première puissance nucléaire...), la CGT ne les condamne pas et pousse au contraire à l'économie de guerre, prétendument payée par les riches !

Double trahison

Non seulement dire que c'est la classe des puissants qui paiera pour l'économie de guerre est une escroquerie, puisque ce sont toujours les classes dominées qui paient et les classes dominantes qui s'en mettent plein les poches, mais c'est prendre le risque qu'éclate une guerre potentiellement exterminatrice pour toute vie sur la planète !

De plus, après avoir expliqué que cette guerre était uniquement due à l'« agression russe », et que ceux qui incriminaient les bases de l'OTAN autour de la Russie, les « révolutions de couleurs » et la guerre contre les russophones du Donbass étaient des « campistes », les chefs de la C.G.T. considèrent que les pourparlers de paix sont une manœuvre d'une « internationale d'extrême droite autour de Trump, Poutine et Netanyahou », exonérant Zelensky et son régime qui tolèrent, entre autres, que l'on brûle vifs des syndicalistes (maison des syndicats d'Odessa, 2 mai 2014) et les régimes qui arment ou soutiennent la théocratie génocidaire de Tel-Aviv*, dont celui de Macron. Alors que ce dernier projette le partage de la dissuasion nucléaire au niveau de l'U.E. et ouvre une base nucléaire prés de Strasbourg, la CGT n'en dit rien.

Dans l'ombre de la C.S.I. et de la C.E.S.

Pourtant, le document d'orientation adopté au 53e congrès est clair : « Pour être au service de la paix, le budget de la Défense doit simplement répondre aux besoins de sécurité de notre territoire, de nos intérêts vitaux et surtout de notre population. » Cela engage toute la CGT sur la voie de la paix, pour une défense NATIONALE, dénonce le bellicisme (y compris de l'OTAN) et condamne toute escalade nucléaire.

Pourquoi la CGT est-elle donc sur la voie de l'union sacrée ? Parce qu'elle appartient à la Confédération syndicale internationale et à la Confédération européenne des syndicats, relais de l'impérialisme des États-Unis et de l'U.E.

Par conséquent, il y a encore et toujours plus urgence à ce que les syndicalistes de classe se réunissent pour évoquer ces sujets et surtout lancer une grande campagne pour la question existentielle de la paix liée aux aspirations progressistes des classes laborieuses : Europe atlantique ou monde pacifique ; l'argent pour la guerre ou pour les salaires : il faut choisir !

(*) « Israël est en train de passer d'une démocratie à une théocratie » (Ron Huldai, maire de Tel Aviv). « Les responsables israéliens ont publiquement promu des politiques visant à priver les Palestiniens des produits de première nécessité requis pour leur survie. » (Comité spécial des Nations Unies sur les pratiques israéliennes).

SNES : l'argent pour les salaires ET pour la guerre ?

Dans le numéro du 15 mars de *L'Université syndicaliste*, bulletin du SNES, la secrétaire générale Sophie Vénétitay dénonce à juste titre les propos d'Eric Lombard, ministre de l'Économie, selon lesquels le passage à l'économie de guerre nous obligera à travailler plus longtemps. Puis elle écrit : « En jouant la carte de l'opposition entre Défense, Éducation et Services publics, cette politique conduirait à aggraver la crise sociale et politique... » Traduction : oui à l'effort de guerre, mais pas pour les fonctionnaires ! La question des coûts est évacuée par un lapidaire : « Les sources de financement existent. » Pas sûr que cela convainque la Commission de Bruxelles... ni la base militante du syndicat ! ***V.F.***

Arnaque sociale généralisée

Par Betty Tambuscio,
ex-Présidente de l'Union des syndicats de Monaco

C.S.G. : Contribution sociale généralisée ; C.R.D.S. : Contribution pour le remboursement de la dette sociale. Mais de quelle dette parle-t-on ? Il s'agit du déficit de la Sécurité sociale. Autrement dit, de la dette... du patronat envers les travailleurs !

Si la Sécu est prétendument en déficit, c'est parce que le patronat est en défaut de paiement du salaire socialisé que constituent les prestations maladie, maternité, allocations familiales, pensions de retraite et autres. Il verse des cotisations sociales bien trop faibles pour assumer ce salaire à sa juste hauteur. En outre, il est souvent exonéré de ce versement par les gouvernements, de droite ou social-démocrates faisant passer pour une « charge » cette cotisation qui est en fait un dû, une part de salaire, socialisé au sein de notre bien commun, la Sécurité sociale.

Détournement de fonds

C'est la force de travail qui crée la valeur ajoutée dans l'entreprise ou l'administration. Et la cotisation dite « patronale » n'est qu'une part de cette valeur versée par l'employeur au pot commun de la Sécurité sociale. La cotisation ne sort pas de sa poche ! Elle est simplement une part de valeur ajoutée, transférée par lui, des créateurs de richesses, les travailleurs, à la Caisse de Sécurité sociale. L'employeur n'est en l'occurrence que le facteur.

Sauf que le facteur « détourne » une grande partie de la valeur créée aux fins de cotisations, pour la garder par devers lui et accroître ses profits. Ainsi, la bourgeoisie, grâce à la complicité des gouvernants, s'enrichit encore davantage au lieu d'assumer ses responsabilités sociales à l'égard de celles et ceux aux dépens desquels elle vit.

Et pour donner le change il faut faire croire aux travailleurs que le salaire socialisé existe encore bel et bien, que la Sécu est toujours là, droite dans ses bottes. Aussi, par un magnifique tour de passe-passe, il suffit de combler le trou issu du détournement de fonds en faisant partiellement financer la Sécu autrement que par les cotisations dites « patronales ». Comment ? En inventant des contributions aux noms provocateurs, CSG, CRDS., payées par les travailleurs eux-mêmes, actifs et retraités, du moins pour l'essentiel.

L'U.E. à la manœuvre

C'est Michel Rocard, ardent défenseur de l'Union européenne, qui inventa au début des années 90 cet impôt (?) indolore car prélevé à la source, mais le plus important devant l'impôt sur le revenu (141,6 milliards contre 86,8 en 2022). Même si les cotisations demeurent encore majoritaires dans le financement de la Sécurité sociale par rapport à la C.S.G., cette dernière constitue le ver dans le fruit puisque, prélevée sur le salaire comme une cotisation « salariale », elle est mise à la charge des travailleurs.

Avec les exonérations de cotisations patronales, c'est donc la double peine. Et, comble de cynisme, les assurés sont invités à combler leur manque de prestations ou de pensions par les assurances et autres délices issus des privatisations encouragées par l'Union européenne. Aux travailleurs donc de se battre pour que le salaire socialisé sous forme de prestations ne soit pas diminué drastiquement par l'abaissement du taux de remboursement des médicaments de 70 % à 60 %, ou l'ajout d'un jour de carence.

Rembourser « la dette » : oui !

Aux travailleurs donc de se soulever pour que la Sécurité sociale demeure le bien commun de notre classe ! Un bien qui doit être alimenté exclusivement, comme l'a voulu son créateur Ambroise Croizat, par la cotisation sociale. Oui, il est temps de se rebeller contre l'arnaque de la C.S.G., de redonner tout son sens à la cotisation sociale, et d'imposer une hausse radicale de la cotisation dite « patronale » véritablement au niveau des besoins en prestations, niveau qui doit être décidé par les représentants des travailleurs, et par personne d'autre. On nous casse les oreilles avec « la dette » : que le patronat rembourse la sienne aux travailleurs !

Sur le même sujet, voir aussi en pages Europe l'article de J-F. Dejours



Lidl : un dialogue fructueux... pour la direction !

Par Vincent Flament

Au début du confinement, LIDL promettait aux salariés contraints de continuer à travailler dans les magasins une prime de 1 000 euros dont une partie seulement fut payée par la suite. Une arnaque possible grâce à des organisations syndicales ouvertes au « dialogue ».



Le 7 février, CFTC, CGT, CFDT, FO-FGTA et SNCDD CFE-CGC appelaient à la grève illimitée chez Lidl-France (46 000 salariés, 1600 magasins) pour des augmentations de salaires et contre un projet d'ouverture des magasins le dimanche, tandis que l'U.N.S.A., premier syndicat, préférait « le dialogue ».

Succès et sabotage

Le mouvement prenait une ampleur inédite, avec des piquets de grève. Mais une semaine plus tard, l'intersyndicale l'interrompait... sans avoir rien obtenu. L'UNSA s'en réjouissait tout en rappelant : « Nous avons toujours été convaincus que la négociation est indispensable pour trouver une solution concrète et pragmatique sans perte de revenus pour nos adhérents » (traduction : sans faire grève).

Le résultat fut au rendez-vous : la direction n'a rien lâché. Le « pragmatisme » de l'UNSA aura donc conduit en réalité à accepter la perte de revenus due au grignotage des salaires par l'inflation (due aux sanctions économiques contre la Russie)...

Vers une seconde manche ?

Le poids de ce syndicat a plombé le mouvement, mais on peut aussi supposer que certaines directions syndicales n'ayant appelé à la grève que sous la pression de leur base l'ont sapée en sous-main. La position des syndicalistes de lutte est alors devenue intenable.

Ce n'est peut-être que partie remise : le 12 mars, à l'occasion d'une réunion sur les conditions d'ouverture des magasins le dimanche, l'intersyndicale brandissait la menace d'une nouvelle grève. Les beaux résultats du « dialogue social », risquent de coûter un peu cher à l'UNSA, à force...

Thalès à l'heure de « l'effort de guerre »

La grève illimitée dans les entreprises françaises du groupe Thalès (voir I.C. 268) s'est essoufflée. Selon certains, le mouvement n'a pas été assez dur. Selon d'autres, les ingénieurs et cadres ne sont pas encore assez mobilisés. En face, une direction immobile, plus radicalisée que les années précédentes. Mais d'autres combats s'annoncent déjà pour cette année.

« On aurait dû bloquer la production »

Après presque trois mois de lutte chez Thalès-France, le bilan de l'intersyndicale semblait mitigé. Si l'union large a tenu (personne n'a signé quoi que ce soit), cela n'a pas suffi à faire fléchir le camp patronal. Côté CGT, on regrette de ne pas avoir pris plus d'initiatives propres, de n'avoir pas été plus efficace : « On aurait dû bloquer la production beaucoup plus vite et beaucoup plus régulièrement. Quand il n'y a aucune écoute en face, il faut les toucher au portefeuille pour se faire entendre », jugeait un responsable d'Élancourt (78).

Sacrifier ses week-ends pour armer le Qatar ?

Mais il y aura d'autres luttes. Le contexte géopolitique a rempli le carnet de commandes pour au moins dix ans, et cela nécessite de la main-d'œuvre. On commence à parler d'impératif de défense, d'effort de guerre. C'est la meilleure des excuses quand on veut imposer des heures supplémentaires, généraliser les 3x8 et 5x8... Mais les plus gros bénéfices sont faits à l'export. Les ouvriers, techniciens, ingénieurs devraient-ils augmenter leurs cadences sans contrepartie, travailler le week-end de plus en plus fréquemment... pour armer l'Inde ou le Qatar ? Pour enrichir des actionnaires toujours plus exigeants – surtout les fonds de pension étasuniens de type BlackRock qui n'ont aucun intérêt à ce que la France retrouve sa souveraineté militaire et industrielle ?

Les travailleurs ne sont pas des marchands canons!

« La défense a bon dos, mais les travailleurs de l'industrie de la défense refusent de devenir des marchands d'armes », clame la CGT locale, encore trop peu soutenue dans ce combat essentiel qui mêle paix et justice sociale. Le P.R.C.F., quant à lui, mène cette lutte sur le terrain politique, comme en témoigne sa lettre ouverte aux députés après leur vote en faveur d'une résolution belliciste mi-mars (voir en pages France).

Valentin Labourdette

EN BREF

La lutte préserve les emplois à Sète

Les travailleurs de l'entreprise Ekol Logistiques à Sète (Hérault) se sont massivement mis en grève contre un « plan de sauvegarde de l'emploi » (licenciement en français) qui prévoyait la suppression de 27 postes : la société, située sur le port, avait pour projet d'externaliser son activité de livraison par camion via une entreprise bulgare : vive l'Union européenne ! Emmenés par l'union locale CGT de la ville, les salariés se sont massivement mis en grève (avec piquet) le 20 mars, mettant l'activité à l'arrêt (et les profits avec !). Résultat : le plan de licenciement a été retiré et le directeur du site a été viré !

L'exterminisme tue d'abord la culture

Le 27 mars, des membres du groupe de travailleurs Culture en Lutte 31 ont organisé un rassemblement Place du Capitole à Toulouse, simulant leur propre mort face aux coupes budgétaires de la mairie (-60 % pour les centres culturels et les bibliothèques, -40 % pour les associations culturelles – entre autres !). Des étudiants de l'ENSAV (École de cinéma), de l'ISDAT (École des beaux-Arts et Pôle supérieur de musique), et de l'Université du Mirail étaient également présents, conscients, par ailleurs, des enjeux liés à la fascisation et à la marche à la guerre engagée par la Macronie. La presse locale annonçait 600 manifestants. Cette mobilisation s'inscrit dans une série d'actions entreprises depuis février avec les mêmes acteurs.

Service public maintenu à la Trésorerie Amendes de Marseille

Alors que les conditions d'accueil se dégradent dans tous les services publics de France sous les assauts répétés de l'Union européenne, de son austérité et sa monnaie, les agents de la Trésorerie Amendes de Marseille ont d'abord été privés d'accueil physique des usagers, qui étaient renvoyés vers d'autres service incapables de les renseigner. A alors été décidé de rouvrir un accueil dans une annexe au sein de la trésorerie, dans des conditions indignes. Les collègues ont exercé leur droit de retrait, soutenus par la CGT et Solidaire. Face à leur détermination et la médiatisation de l'affaire, la direction locale n'a eu d'autre choix que de trouver un nouveau local ! Une belle victoire pour l'accueil des usagers et les conditions de travail des agents, bref : pour le service public !

Les éboueurs de Paris pour le salaire et les retraites

Le syndicat CGT de la filière traitement déchets nettoiement eau égout assainissement de la ville de Paris (FTDNEEA), affiliée la Fédération syndicale mondiale, a déposé un préavis de grève à partir du 28 avril. Les revendications : augmentation des salaires, amélioration des déroulements de carrières, municipalisation de toute l'activité (une partie étant privatisée), retraite à 60 ans pour les sédentaires, 55 pour la catégorie active (éboueurs, conducteurs) et 50 pour la super active (égoutiers...).



La CGT intérim contre la répression syndicale

S'il est souvent dur de s'engager syndicalement dans son entreprise ou son administration, il y a des secteurs où c'est encore plus compliqué, comme pour les intérimaires, au statut ultra précaire donnant tout pouvoir au grand patronat. Mais là aussi, certains ont le courage de s'engager, comme la CGT Intérim. Dans un communiqué du 13 mars, elle dénonce la répression que subit l'un de ses militants : menaces, pressions et multiples convocations. Nous lui apportons tout notre soutien !

Le PAME solidaire de la CGT Commerce

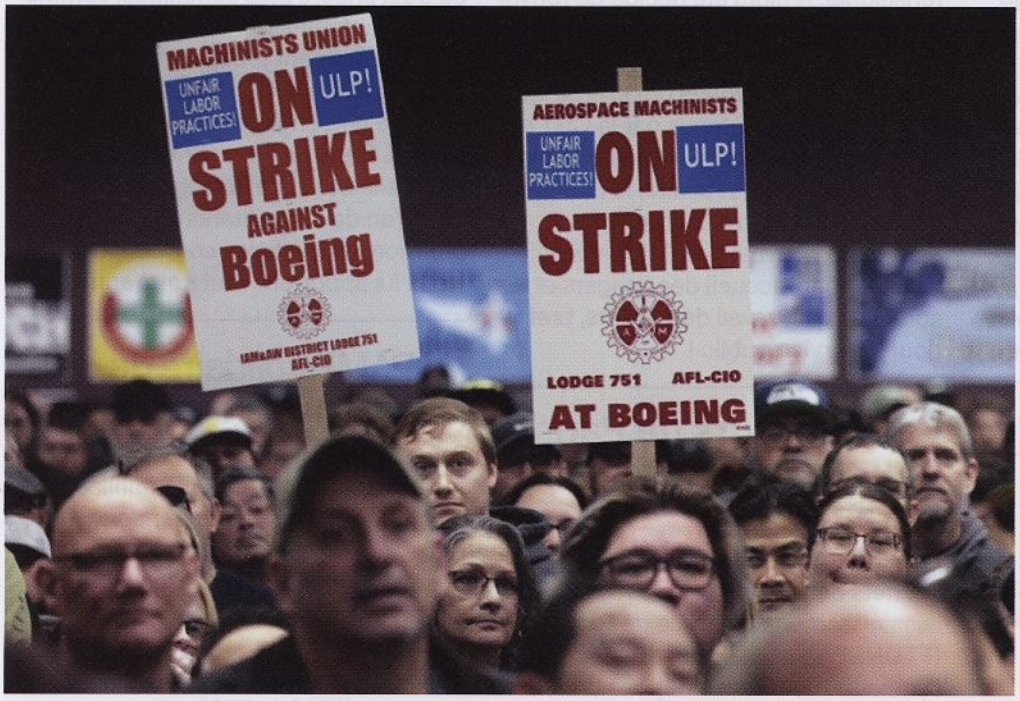
Amar Lagha, secrétaire de la fédération commerce CGT (affiliée à la FSM) est persécuté par son entreprise, METRO (vente en gros) et subit la répression. Il a reçu le soutien de la puissance centrale syndicale grecque, le front militant de tous les travailleurs (PAME), lui aussi affilié à la FSM, qui a largement organisé les grèves géantes de mars en Grèce. Nous apportons également tout notre soutien à Amar ! Le meilleur moyen de lutter contre la répression ? La lutte organisée par les bases rouges de la CGT ! Il y urgence camarades !

Les syndicats de Radio France contre la restructuration de leur société

Alors que la Radio France affiche de très bons résultats, sa ligne éditoriale (pourtant très largement OTAN/UE/Macron/MEDEF compatible !) dérange. Le gouvernement souhaite donc la fusionner avec le groupe France Télévision, en profitant des voix du RN (vive le « barrage républicain » !) pour faire passer le projet à l'assemblée nationale. Les travailleurs de Radio France étaient massivement en grève le 1er avril à l'appel de l'ensemble de leurs syndicates.

Le réveil de la classe ouvrière face à la mondialisation capitaliste

Face à la mondialisation capitaliste qui écrase les salaires, la résistance ouvrière monte. Petit tour du monde des dernières grandes luttes.



États-Unis

En septembre et octobre 2023, une grève dure de 46 jours des ouvriers des grandes firmes de l'automobile (General Motors, Ford, et Stellantis) avait débouché sur de fortes augmentations salariales (au moins 25 % sur 4 ans, 160 % pour les salaires les plus bas), une augmentation des cotisations patronales pour les retraites, la création d'un congé parental, l'inclusion des usines de véhicules électriques dans la convention-cadre, et la réouverture d'une usine d'assemblage Stellantis dans l'Illinois (mais oui !).

Cela semble avoir donné des idées aux 33 000 employés de chez Boeing : un an plus tard, ils débrayaient pendant deux mois et arrachaient 38 % de hausse de revalorisation sur quatre ans.

Les grèves illimitées offensives (pour les salaires) se sont multipliées outre-Atlantique en 2024 : neuf jours chez AHF Products (Virginie), avec 500 grévistes, treize chez Borg Warner (775 grévistes), et Milk-Bone - J.M Smucker (165 grévistes), tous deux dans l'État de New York, 34 chez Gradall (Ohio, 230 grévistes), un mois chez Gargill (Iowa, 100 grévistes), presque deux mois chez Performance Pipe - Chevron Phillips Chemical Company (Iowa aussi, 60 grévistes), 26 jours chez Dakkota Inegrated Systems (Illinois, 360 grévistes), près de deux mois chez Eaton Aerospace (Michigan, 525 grévistes), 17 jours chez Gardner Cryogenics (Pennsylvanie, 184 grévistes), 102 jours chez Marathon Petroleum (Michigan, 273 grévistes), 27 jours chez Faurecia SE (Missouri, 77 grévistes), 8 jours chez Westlake Vinyls (Kentucky, 174 grévistes), 25 jours chez Georgia Pacific - Koch Industries (Californie, 130 grévistes), 21 jours chez Franz Bakery (Oregon, 180 grévistes), 74 jours chez Monogram (Californie, 200 grévistes), 28 jours chez Textron (Kansas, 5 000 grévistes) !...

Québec

Malgré la passivité des directions syndicales, grèves et manifestations se multiplient pour défendre le droit de grève. Dernières en date : le 15 mars et les 7-8 avril. La menace d'une grève illimitée plane...

Corée du sud et Inde

En juillet 2024, des ouvriers de Samsung en Corée du Sud débrayaient pendant trois jours pour les salaires. Début août démarrait une grève générale illimitée. Ce mouvement a contribué à mobiliser la population pour faire échouer le putsch présidentiel en fin d'année, et a fait tache d'huile en Inde, où 1500 des 1700 salariés de Samsung-Chennai ont paralysé leur usine pendant un mois à partir du 9 septembre.

Grèce

En septembre, le syndicat de lutte de classe PAME, affilié à la FSM, mobilisait massivement contre un projet de loi scélérate imposant la journée de travail de 13 heures, la semaine de 78 heures, la suppression des pauses et de nombreux avantages, et restreignant le droit de grève et l'action syndicale. La classe ouvrière grecque, entraînant dans son sillage de nombreux salariés, s'est aussi mobilisée contre la vie chère. Le gouvernement a dû lâcher plusieurs revalorisations du salaire minimum : le 1er avril il était monté à 880 € contre 830. Insuffisant pour les militants progressistes, qui décidaient d'une nouvelle grève générale dans la foulée !

Italie

Fin novembre, une grève générale dénonçait le projet de budget austéritaire et guerrier. Deux nouvelles grèves générales avaient lieu les 8 mars et 11 avril. Entre-temps, les cheminots débrayaient les 18 et 19 mars.

Belgique

Le 29 avril a eu lieu une nouvelle journée de grève générale après une gigantesque manifestation le 13 février à Bruxelles et une puissante grève le 31 mars, contre l'austérité et la régression sociale.

BRÈVES D'AFRIQUE

Par Hubbard

Algérie : relance du projet du Barrage Vert

Dès le début des années 70, l'Algérie avait lancé un vaste projet destiné à enrayer l'extension du Sahara. Le président Boumédiène, socialisant et non aligné, y voyait un enjeu de souveraineté nationale et de développement. Le projet lancé en 1972 survivra à l'assassinat de son initiateur en 1978 pour être arrêté au début des années 90 et de la « décennie noire ».

L'administration actuelle a décidé de le relancer fin 2023. Depuis, 21000 hectares ont déjà été reboisés, la perspective étant de créer une ceinture forestière de 1500 kilomètres de long. Les essences d'arbres utilisées ont été diversifiés. Mais le chantier comporte aussi un volet consacré au développement local : afin de désenclaver les populations, 400 kilomètres de pistes ont été réhabilités ou créés. On compte aussi des infrastructures destinées à l'irrigation, à la conservation des ressources hydriques et à combattre l'érosion des sols. C'est ainsi à un vaste « plan de transformation de la nature » que les populations locales sont invitées à participer, en développant par exemple l'agroforesterie et l'éco-tourisme.

Pourtant, cela n'intéresse pas beaucoup nos organisations écologiques françaises, politiques ou non. Pour l'écologie comme pour le progrès social voire pour la libération nationale, les pays du Sud global sont priés d'attendre l'aide et la direction éclairée de la gauche, ou prétendue telle, occidentale !

Kenya : nos camarades de nouveau attaqués !

Le 2 avril, une voiture transportant des membres du CPM-K a été visée par des tirs. Le véhicule est fréquemment utilisé par Booker Omole, Secrétaire national déjà visé deux mois plus tôt par un commando. Le CPM-K, qui construit l'alliance ouvrière-paysanne, est une épine dans le pied de la bourgeoisie compradore kényanne, dont le but est de faire du pays la base principale de l'impérialisme sur le continent.



Sénégal : curieuse cécité du FMI

Ousmane Sonko, Premier ministre du gouvernement PASTEF qui a chassé l'année dernière le néocolonial Macky Sall, s'était fait connaître en révélant la gabegie de l'administration financière dont il était un employé. Et voici que surgit au grand jour le scandale financier que l'opposition dénonçait depuis 2018 : la précédente administration aurait dissimulé jusqu'à 20 % de déficit public. Le FMI, principal bailleur de fonds du pays, assure qu'il n'est pas inquiet et que le Sénégal pourra continuer à honorer le service de sa dette.

Mais, comme le postule par exemple l'économiste sénégalais Ndongo Samba Sylla, comment croire que le si sourcilleux FMI, qui a des envoyés permanents dans le pays, ait pu passer à côté d'un tel montage financier, plusieurs années de suite ? Les critères dictés par les FMI, Banque mondiale et autres marchés financiers ne relèvent en rien d'une quelconque rigueur mathématique mais sont bien des outils au service du capitalisme mondialisé pour l'asservissement des peuples.

Syrie : Nous avions raison...

L'ancien régime syrien, malgré ses fautes, avait su préserver un caractère progressiste et laïque, garantissant une coexistence relative entre les différentes communautés du pays, une relative égalité homme/femme et un multipartisme incluant plusieurs partis communistes, aujourd'hui interdits.

Dès décembre dernier, nous avions averti des risques de la destruction de l'État baathiste. Aujourd'hui, nos craintes se confirment : les crimes perpétrés impunément par les groupes djihadistes s'apparentent à un nettoyage ethnique et rappellent les pires heures de l'Histoire. Ces derniers développements renforcent non seulement la menace djihadiste, les dynamiques de balkanisation, mais aussi les occupations turque et israélienne illégales, à visée expansionniste.

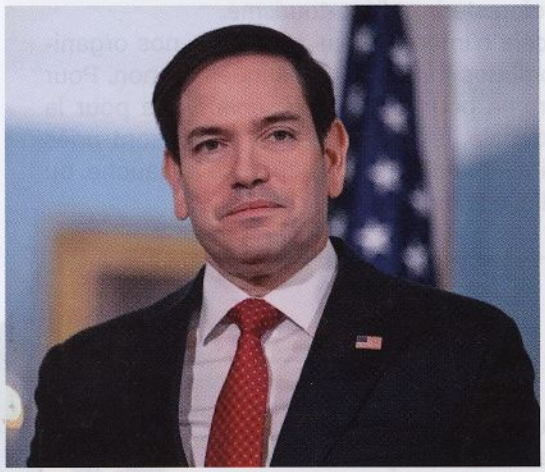
La situation en Syrie n'est pas seulement une crise régionale : c'est un enjeu mondial qui engage l'avenir de la paix et de la justice. Ne restons pas silencieux face à cette tragédie !

Nous appelons les forces progressistes et laïques à se mobiliser pour défendre les valeurs de liberté, de justice et de solidarité, menacées par l'obscurantisme, l'impérialisme et les occupations étrangères ; et les peuples du monde entier à refuser la propagande de guerre et à exiger une solution politique respectueuse de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Syrie.

Marco Rubio, l'anticubain

Par Boris Differ

Le nouveau secrétaire d'État des États-Unis n'est pas cubain : il est né en Floride quinze ans après que ses parents ont émigré de Cuba en 1956, avant la victoire de la Révolution. Ils ne peuvent se vanter d'avoir « fui » le communisme, mais un capitalisme sauvage, sous-développé et néocolonial. Ils ont fui la dictature de Fulgencio Batista qui, entre le 10 mars 1952 et le 31 décembre 1958, a assassiné plus de 20 000 étudiants, ouvriers, paysans et intellectuels cubains, pour la plupart des jeunes.



La famille de Narco Rubio a fui une Cuba où les compagnies américaines possédaient environ 40% des terres sucrières, presque toutes les exploitations d'élevage, 90% des mines et concessions minérales, 80 % des services publics et pratiquement toute l'industrie pétrolière.

La Cuba du capital : un désastre social

Dans la Cuba qu'ont fui les Rubio,

- le revenu hebdomadaire moyen par famille était de seulement 6 dollars et 15 à 20 % de la population étaient chroniquement sans emploi ;
- le riz était l'aliment de base des familles cubaines : 4% seulement mangeaient de la viande, 2% des œufs et 11% du lait ;
- le taux de malnutrition dans les campagnes était de 91% ;
- la scolarisation moyenne de 100 % des plus de 15 ans atteignait à peine le niveau de la troisième année ;
- l'espérance de vie moyenne était de 58 ans ;
- la mortalité infantile était de 42 pour 1000 ;
- il n'y avait que quatre universités dans le pays ;
- plus de 800 000 enfants d'âge scolaire n'avaient pas accès à l'éducation dans les zones rurales ;
- 44% de la population était analphabète ;
- il y avait 9000 enseignants au chômage ;
- la couverture vaccinale contre les maladies évitables n'était que de 5% de la population totale.
- seul un tiers des logements avaient accès à l'eau courante ;
- la population rurale représentait 44% de l'ensemble et 40% de la main-d'œuvre du pays ;
- 64% des logements ruraux n'avaient pas de toilettes, et 82% n'avaient pas de salle de bain, ni de douche ;
- 92% de la population rurale n'avaient pas accès à l'électricité ;
- plus de 60% de la population vivait dans des maisons en bois, en guano et en terre, tandis que les personnes habitant dans des maisons en maçonnerie, en tuiles ou en béton n'atteignaient pas 1%.
- 8% de la population rurale seulement bénéficiait de soins médicaux gratuits ;
- plus de 80% des ruraux ne pouvaient recevoir une aide et une assistance médicale qu'en payant un médecin privé ;
- 36% de la population rurale souffrait de parasitisme intestinal et 31% de paludisme ;
- 13% des travailleurs agricoles souffraient de la fièvre typhoïde (transmise par l'eau et le sol) ;
- 85% des paysans payaient des loyers et étaient constamment menacés d'expulsion ;
- plus de 127 000 familles paysannes travaillaient à contrat sur des terres qu'elles ne pouvaient pas posséder.

L'origine comme capital

Rien ne lie Narco Rubio à Cuba : il hait cette terre et ceux qui y vivent. Cependant, il aime être reconnu pour son origine cubaine. Savez-vous pourquoi ? Parce qu'aux États-Unis, l'industrie anticubaine, héritière de Batista, est une mine qui se nourrit de la naïveté du contribuable américain, qui alimente les fortunes et catapulte au pouvoir n'importe quel médiocre qui sait à peine s'en servir pour son propre profit. Marco Rubio n'est ni cubain ni étasunien : c'est un anticubain.

Israël, plaque tournante du révisionnisme

Les 26 et 27 mars, Jordan Bardella et Marion Maréchal participaient à la Conférence internationale contre l'antisémitisme à Jérusalem. En revanche, Emilio Meslet, journaliste à *L'Humanité*, a vu sa participation annulée «au dernier moment» par le gouvernement israélien.
Après avoir déclaré que Hitler n'avait pas vraiment voulu exterminer les juifs, Netanyahou blanchit l'extrême-droite de toute accusation d'antisémitisme (même des néo-nazis d'Azov ont été accueillis là-bas ces dernières années !), et en accable la gauche. Cette stratégie est reprise par les droitards de bien d'autres pays, comme l'Allemagne (où le Parlement a voté un texte assimilant antisémitisme et immigration bronzée...) et la France (où les LR et les macronistes répètent en boucle qu'à présent, l'antisémitisme est de gauche).
Cette supercherie idéologique renforce l'antisémitisme au lieu de le combattre, et fait le lit du fascisme en diabolisant les Arabes.
Quant à Trump, soutien indéfectible de Netayahou, il peut compter sur ce dernier pour expliquer que son plan de transformation de Gaza en bronze-cul pour touristes friqués n'a rien d'un projet de déportation massive : les Palestiniens vont travailler dans les bars et les hôtels, bien sûr !

Corée du Sud : ouvriers et paysans au cœur d'une large alliance antifasciste

Initiative Communiste ***a accordé une interview exclusive* à des militants du Parti démocratique populaire, très actifs en Corée du Sud, et leur a notamment demandé comment les militants du camp démocratique ont réussi à mobiliser le peuple pour faire échouer la tentative de coup d'État fasciste du président Yoon Suk Yeol en décembre. Voici ce qu'ils ont répondu.***

La « République de Corée » a connu une trentaine d'années de dictature militaire fasciste, au cours desquelles un large front contre le fascisme s'est formé pour mener une lutte indomptable et finalement renverser le pouvoir fasciste. En particulier, la lutte armée à Gwangju contre le coup d'État militaire du 17 mai 1980 a été menée, et le soulèvement de juin 1987 a porté un coup fatal au régime militaire et permis de modifier la Constitution en intégrant le système d'élection par suffrage direct. La confrontation actuelle entre l'OTAN et la Russie concerne directement le Bélarus, puisqu'elle se déroule près de nos frontières. La poursuite de l'escalade, y compris par des tentatives d'impliquer notre pays dans des actions militaires, est inacceptable pour nous, car elle crée des risques réels de déclenchement d'une troisième guerre mondiale. Chacun doit être conscient que si elle se déclenche, il n'y aura plus personne en vie. C'est pourquoi je suis convaincu que la diplomatie est plus importante aujourd'hui que jamais. »

La réforme de la Constitution de l'époque a donné la possibilité à l'Assemblée nationale de lever la loi martiale si elle est déclarée. Cela a été un motif important pour mobiliser largement les masses populaires. En fin de compte, les forces progressistes, dont le Parti de la démocratie populaire (PDP), et les forces réformatrices, dont le Parti démocrate, ont coopéré pour une grande cause : la lutte contre le fascisme. Et la manifestation d'un million de personnes a été rendue possible par la mobilisation des ouvriers et des paysans qui se sont organisés depuis le soulèvement de juin 1987 et à laquelle s'ajoute la participation d'un large éventail de citoyens. En un mot, cela révèle la force du front démocratique contre le fascisme et c'est le fruit du mouvement démocratique contre le fascisme entraîné par une longue histoire et sa pratique.

*Entretien à lire en intégralité sur : https://www.initiative-communiste.fr/articles/international/comprendre-la-situation-en-coree-du-sud-lentretien-exclusif-dic-avec-avec-le-parti-democratique-populaire/

Ukraine : halte à la chasse aux sorcières rouges

Les persécutions anticommunistes en Ukraine ne gênent pas les grands démocrates européens, prêts à accueillir ce pays à bras ouverts comme ils l'ont fait pour d'autres où les partis communistes sont interdits tels que la Hongrie et les pays baltes (où les volontaires SS de la Seconde Guerre mondiale sont par ailleurs héroïsés). Les Jeunes pour la renaissance communiste en France ont récemment publié un communiqué de protestation à ce sujet :

Depuis trois ans maintenant, nous dénonçons la menace que fait peser le régime pronazi de Kiev sur la vie des deux jeunes communistes ukrainiens, les frères Kononovitchj. Ces derniers viennent de nous faire parvenir un message :

« Nous venons d'être arrêtés par la police, le régime nous accuse d'être recherchés dans toute l'Ukraine et d'échapper au service militaire, nous ne voulons pas faire la guerre. »

En plus de les avoir emprisonnés arbitrairement, le pouvoir finissant de Zelensky souhaiterait les envoyer se faire tuer au front, ce que plusieurs jeunes ukrainiens refusent déjà de faire.

Nous demandons en conséquence la fin des atteintes à la liberté des Kononovitchj. Battons le capitalisme-impérialisme qui broie les peuples partout où il met les pieds. »



Paix et Sécurité (sociale ou non) sont solubles dans l'U.E.

C'est dans ses gênes : l'Union européenne s'aplatit en feignant de s'émanciper ; elle porte ses budgets militaires à hauteur de 5 % de son P.I.B. sous prétexte d' « autonomie » alors que c'est Trump qui le lui a ordonné. De quoi détruire des services publics et des systèmes de protection sociale déjà saignés par des décennies d'eurostérité. À terme, la Sécurité sociale doit disparaître dans l'U.E. La sécurité tout court aussi, car qui la trouverait dans un conflit avec la puissance nucléaire russe ? Or, aujourd'hui, la paix, c'est d'abord la souveraineté (nationale et populaire) !

Combattre le pré-fascisme en Allemagne

Par Vincent Flament

Les dernières législatives outre-Rhin ont vu la percée inquiétante du parti fascisant AfD, mais aussi la remontée de la gauche. Des raisons d'espérer, mais sans s'illusionner.

Avec près de 21%, Alternative für Deutschland a doublé son score de 2021 aux élections législatives du 23 février 2025, et passe de 83 députés à 152. Elle passe deuxième derrière la CDU (28,5%, 208 sièges).

Les causes sont connues : ressentiment à l'est à cause des espoirs déçus après la chute du Mur de Berlin, perte de pouvoir d'achat et montée du chômage dans les classes populaires à cause des sanctions contre la Russie, l'efficacité de l'industrie allemande étant tributaire du gaz russe, et utilisation des travailleurs immigrés comme boucs-émissaires, surtout après la politique d'immigration massive menée par Merkel.

Die Linke : une digue de sable

Cela ne doit pourtant pas faire oublier la remontée de Die Linke (La Gauche) après une baisse de plusieurs années (+ 4% à 8,8%, 64 députés au lieu de 39). Ses militants ont renoué avec le porte à porte, depuis longtemps délaissé, et leur discours antifasciste a fonctionné face à la peur suscitée par les sondages favorables à l'AfD.

Cependant, ce parti, qui s'est depuis longtemps coupé des classes populaires à cause d'un virage « sociétal », n'a remobilisé qu'un électorat petit-bourgeois. Par ailleurs, il ne s'attaque pas aux causes fondamentales de la fascisation : l'intégration européenne et la mondialisation capitaliste qui déclassent les couches modestes. Pire, l'un des premiers votes de ses nouveaux députés a été, le 21 mars, l'approbation du plan d'augmentation des dépenses d'armement concocté par la coalition au pouvoir CDU-SPD avec le soutien des Verts (de gris) ! Comme rempart contre la fascisation, on fait mieux...



BSW et ses limites

L'Alliance Sarah Wagenknecht (BSW) rate de très peu les 5% et n'a donc pas d'élu, mais c'est un bon résultat pour une formation née seulement en janvier 2024 d'une scission de Die Linke, à qui elle reproche son embourgeoisement. Proche de la classe ouvrière, elle condamne l'aide militaire à l'Ukraine. Sans elle, l'AfD occuperait seule ce terrain.

Mais elle aussi a ses limites : elle critique l'U.E. sans demander d'en sortir, et prône l'arrêt de l'immigration, ce qui est illusoire et dangereux dans le cadre capitaliste – ayant besoin de travailleurs surexploités, le capital ne prétend réguler les flux des migrants que pour les précariser davantage, favorisant l'extrême-droite au passage. Mais pour éviter ce piège, il faudrait que BSW n'ait pas elle aussi rompu avec le marxisme...

Toutefois, contrairement aux calomnies gauchistes, elle n'est pas « rouge-brune » : elle a notamment combattu un texte scandaleux voté en novembre par les députés Verts, SPD, FDP, CDU et AfD (Die Linke s'est abstenue), dénonçant « l'ampleur effrayante d'un antisémitisme basé sur l'immigration en provenance des pays d'Afrique du Nord et du Proche et Moyen-Orient »...

Le succès de la gauche en Allemagne ne contrebalance donc pas celui de l'AfD. Là comme en France, la fascisation sera brisée par un parti de masse et d'avant-garde marxiste, au service de la classe ouvrière et de ses alliés, qui milite pour la sortie de l'U.E., de l'OTAN, et du capitalisme. Et le refus de la guerre contre la Russie, très fort outre-Rhin, crée un terrain favorable...

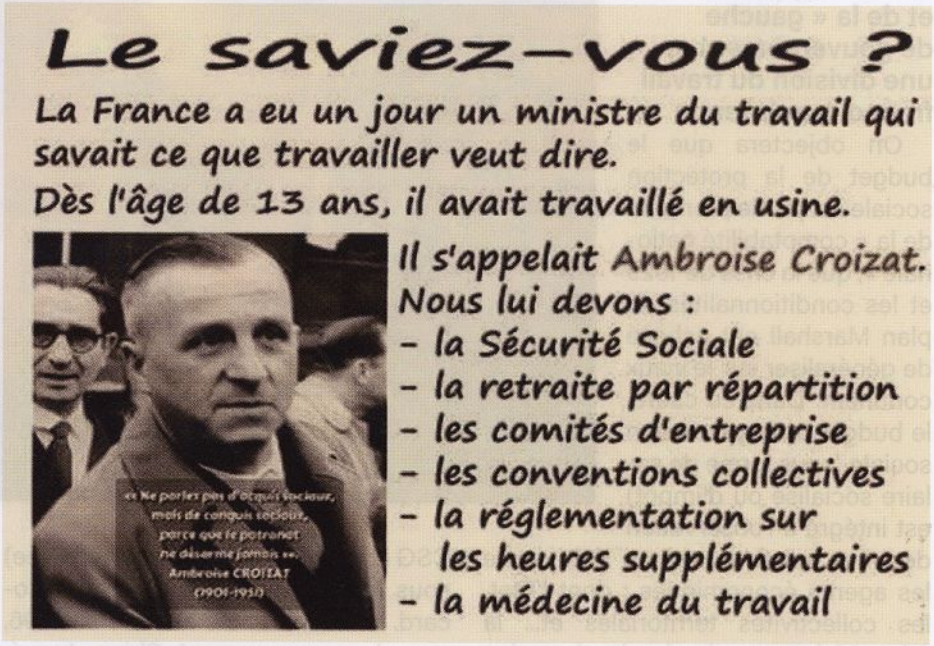
Enquête sur un euro-hold-up

Que diable vient faire la Sécu dans notre déficit public ?

Par J.-F. Dejours, syndicaliste enseignant

Dans une note de 2022 sur le financement de la protection sociale, la DREES constate : « Depuis le début du XXIe siècle, dans la quasi-totalité des pays d'Europe, les cotisations employeurs diminuent au profit des contributions publiques » (c'est-à-dire fiscales), « dans une volonté de limiter la hausse du coût du travail, alors que les cotisations salariales sont stables. » On pourrait ajouter que depuis la dernière décennie du XXe siècle, la chasse aux déficits publics a trouvé dans le financement de la protection sociale (maladie, chômage, retraite) une cible de premier choix. Et c'est l'Union européenne qui tient le fusil.

Paradoxalement, le modèle français de protection sociale – fondé par le C.N.R. (conseil national de la résistance) et instauré en 1945 par le ministre communiste Ambroise Croizat – a longtemps été autogéré par les salariés et financé exclusivement par les salaires ; indépendamment donc... du budget de l'État ! Obéissant au principe communiste « de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins », cet avant-poste communiste en territoire ennemi a, pourrait-on dire, commencé par la fin, en passant directement par la case « des travailleurs associés » et en s'affranchissant du rôle de l'État disqualifié par sa collaboration avec les nazis. Habituée à dénoncer l'étatisme du socialisme réel, c'est pourtant la bourgeoisie qui n'aura de cesse de vouloir replacer sous la tutelle publique ce pactole incarnant une expérience inédite de démocratie sociale, initialement construite sans, voire contre l'État. Comment en est-on arrivé là ?



Un même constat partout en Europe

La protection sociale dans l'Union européenne connaît à deux principes différents : 1) le modèle franco-allemand bismarckien financé par les cotisations salariales, 2) le modèle anglais beveridgien financé par l'impôt. Pour résumé ce que nous disions plus haut, le transfert de financement vers l'impôt correspond à un glissement vers le modèle beveridgien, pourtant minoritaire au sein de l'UE, y compris après les élargissements successifs... En 2020, la moyenne européenne de la part de financement relevant des cotisations sociales, s'élevait encore à 54 % (contre 52 pour la France et 65 en Allemagne). À mi-chemin entre les deux modèles, l'U.E. glisse donc lentement vers une fiscalisation du financement de sa protection sociale – baisse du « coût » du travail oblige... –, accompagnée, pour les plus fortunés, du développement d'un marché assurantiel privé à l'anglo-saxonne.

De l'espérance de vie de « l'État social » dans une UE... capitaliste

La formation des État-providence en Europe, n'est cependant pas le fruit d'un capitalisme spontanément social. En effet, le modèle bismarckien naît en Allemagne dans un contexte pré-révolutionnaire où le réactionnaire Bismarck persécute les socialistes (Wilhelm Liebknecht, Clara Zetkin, August Bebel) et achète la paix civile avec une protection sociale financée par les salaires (1880-1890). La France de l'après-guerre jouit d'un rapport de force très favorable, avec un patronat collaborationniste disqualifié, un PCF à plus de 25 % et une CGT à 5 millions d'adhérents... Ajoutons à cela l'héritage de la révolution de 1793 et de la Commune de Paris ! Quant au modèle beveridgien né en Angleterre durant la Seconde Guerre mondiale, son contrôle par l'État rassurera la bourgeoisie gagnée aux thèses keynésiennes, selon lesquelles le marché est faillible et que l'État doit lui suppléer. Mais on ne peut écarter l'hypothèse que ce « social » libéralisme de circonstance cherche à parer cette économie de marché en pleine reconstruction d'une vitrine sociale, afin de désamorcer l'attractivité du modèle soviétique auprès de la classe ouvrière...

(suite p.14) ➔

Or, depuis la réunification de l'Allemagne (1989) et la chute de l'URSS (1991), la vitrine sociale de l'UE s'est... démonétisée. L'Europe est enfin prête à avancer sur la voie d'une « union économique et monétaire » qui donnera naissance au Traité de Maastricht (1992), au pacte de stabilité (1997) et à l'Euro (1999). Et c'est durant cette décennie que les choses se gâtent pour la Sécu...



Un hold-up de la droite et de la « gauche de gouvernement », une division du travail franco-européenne

On objectera que le budget de la protection sociale est partie prenante de la « comptabilité nationale », que la crise de 1929 et les conditionnalités du plan Marshall ont achevé de généraliser sur le vieux continent. Dans ce cadre, le budget de la protection sociale (sous forme de salaire socialisé ou d'impôt) est intégré à l'observation des flux relativement au PIB, entre les agents économiques : dont l'État, les collectivités territoriales et... la Sécu. Mais tout cela n'avait – du moins jusqu'au début des années 90 – aucun caractère contraignant !

C'est dans un célèbre rapport préparant dès 1989 « l'Union économique et monétaire », que Jacques Delors – alors président de ce qui deviendra la Commission européenne – prévoit de donner à ce tableau de bord macroéconomique un caractère « contraignant », préfigurant le futur pacte de stabilité. Dans un probable deal franco-allemand (Mitterand-Kohl), l'UE validera à Maastricht la réunification allemande, tandis que l'Allemagne acceptera le passage à la monnaie unique, via une extension de son modèle ordolibéral (c'est-à-dire, le libéralisme + la norme contraignante du droit, désormais gravée dans les traités de l'UE).

Reste à engager, en France, la fiscalisation du financement de la Sécu. Ce sera chose faite dès 1991 avec la CSG (contribution sociale généralisée) sous le gouvernement Mitterand-Rocard. Le second acte arrivera en 1996, sous le gouvernement Chirac-Juppé, ajoutant une nouvelle contribution fiscale (CRDS) avec son inévitable corollaire : la première loi de financement de la Sécurité sociale (LFSS) soumise à l'arbitrage, non plus des « travailleurs associés », mais du Parlement. Le tout « pour qualifier la France pour la monnaie unique » déclarera Chirac. Les grèves de 1995 contre le plan Juppé (réforme des retraites après celle de Balladur en 1993) n'auront donc engrangé qu'une demi-victoire, qui allait devenir... une défaite.

Côté UE – tout en laissant hypocritement à chaque État membre, le « choix » de son modèle social... – le Traité de Maastricht valide l'intégration du budget de la Sécu – désormais partiellement fiscalisé... – dans le calcul des comptes (et donc des déficits) publics. Le Traité de Lisbonne (2009) intégrera ce traité dans le nouveau TUE (Traité sur l'UE). Inutile de préciser que la procédure permettant la réécriture du TUE est... quasi impossible à mettre en œuvre. Enfin, le pacte de stabilité et de croissance a depuis 1997 une valeur normative contraignante, faisant inévitablement du budget de la Sécu (retraite, santé, chômage) une variable d'ajustement bien commode pour rentrer dans les fameux critères de Maastricht.

Sortir le budget de la Sécu du piège européen

Cette proposition est pédagogique et mettrait davantage en lumière, hormis la CFDT favorable à la CSG, un large arc syndical français (CGT, Solidaires, FSU, etc.) qui dénonce, à juste titre, ce virage fiscal beveridgien et demande un retour à la démocratie sociale des origines (exit le contrôle tronqué de l'État, vendu aux intérêts des marchés et des assurances privées). Mais alors que l'UE se prépare à activer pour la seconde fois « la clause dérogatoire temporaire » au pacte de stabilité, permettant aux États membres de financer – hors critères de Maastricht – les dépenses militaires après celles du Covid, qu'attendons-nous pour exiger de sortir définitivement les comptes de la Sécu du calcul des déficits publics ? On comprend mieux l'empressement à généraliser le modèle beveridgien qui subordonne le financement de la protection sociale à la lutte contre les déficits, que nos gouvernements successifs ont beau jeu de creuser... à la pelleteuse ! Pour briser ce cercle vicieux – et faute de pouvoir engager ce front syndical vers une sortie plus ambitieuse de l'UE (et de son impérialisme en construction accélérée) –, mettons donc un pied dans la porte en exigeant de sortir la Sécu du piège européen. Car si une « Europe sociale » était vraiment possible, son accès escarpé passerait nécessairement par là. Alors, chiche ! Gageons que le constat (hélas prévisible) d'une impasse ouvrira enfin les yeux aux forces de gauche, englués dans cette ruse européenne de la bourgeoisie.

Soutien à la Palestine ou à Israël ? Le décalage entre élus et peuple de France

Par Guillaume F.

« Condamnez-vous les attaques terroristes du 7 Octobre ? » Voilà le préalable auquel nous avons affaire depuis près de deux ans bientôt ! Aucune discussion n'est possible sans ce cheval de bataille (de Troie ?) idéologique de la part de ce que le Sud global appelle le sionisme et que nous appelons l'Euro-Atlantisme.

« Les guerres sont l'affaire de gens qui se massacrent mais ne se connaissent pas au profit de gens qui se connaissent mais eux, ne se massacrent pas », comme le disait André Isaac paraphrasant Anatole France.

Manipulation médiatique de l'ordre établi

Beaucoup de Français ne s'y trompent pas lorsqu'ils bravent l'interdiction du ministère de l'Intérieur de manifester leur soutien au peuple apatride de Palestine. Le juge des référés du Conseil d'État aura beau rejeter la requête de pouvoir manifester pour la solidarité nationale pro-palestinienne, les manifestations de soutien ne cesseront pas, ni en 2025 ni dans les années à venir. Rien de surprenant quand nous voyons aujourd'hui les nouvelles déclarations d'Israël ou des États-Unis sur la probable intervention militaire et immobilière dans une trêve qui est loin d'évoluer en cessez-le-feu...

Soutien populaire et bras de fer juridique

À Lorient, une 30e manifestation a été organisée en février. Il en a été de même à Bordeaux, à Nanterre, à Lyon, à Toulon, à Valence, à Chambéry, à Saint-Brieux, à Alès, à Limoges, à Angers, à Calais... La liste est longue et reflète le profond soutien populaire de France au peuple palestinien. Partout des conférences et des projections dans les cinémas indépendants s'organisent avec des débats citoyens. À Science Po Strasbourg, les étudiants ont même vu leur université fermer par décision de la direction pour contourner le blocage qui s'organisait, puis évacuée par les CRS. Le 3 mars, des manifestations pacifiques se sont déroulées à Sciences Po Paris en soutien à trois étudiants suspendus.

Le soutien à George Ibrahim Abdallah, activiste pro-palestinien emprisonné depuis plus de quarante ans (!) bien qu'il soit libérable car reconnu coupable d'« aucun atentat en France ni ailleurs depuis 1984 » est tout aussi indéfectible: Amiens, Lille, Limoges, Lyon, Manosque, Paris, Nanterre, Rennes, Saint-Denis, Strasbourg, Toulouse, Tarbes... Toutes ces villes se sont mobilisées pour exiger la libération de George Ibrahim Abdallah.

Si l'État, le gouvernement, les institutions de la représentation nationale française s'alignent sur leur soutien indéfectible au régime pro-nazi de Kiev et à la théocratie criminelle contre l'humanité de Tel-Aviv, la température du magma populaire hexagonal affiche d'autres degrés pour la paix, l'arrêt du conflit, la décolonisation israélienne de Jérusalem-Est et de la Jordanie ainsi que la reconnaissance de l'État de Palestine. À quand la fusion des forces collectives çà et là ? *Yalla !* (en avant !)



« Rompre avec cette logique belliciste suicidaire » : le P.R.C.F. écrit aux députés

Le 12 mars, l'Assemblée nationale adoptait par 288 voix, contre 54, et 132 abstentions une proposition de résolution européennes invitant notamment à saisir les avoirs russes gelés par les sanctions européenne pour les mettre au service de la « résistance ukrainienne » en violation du droit international, et plaidant pour que le processus d'adhésion de l'Ukraine à l'U.E. « aboutisse dans les meilleurs délais ». Seuls les députés de L.F.I. et de la Gauche démocrate et républicaine (à trois abstentions près) ont voté contre. Ceux du R.N. et de l'U.D.R. (Ciotti et consorts) se sont abstenus. Tous les autres groupes ont voté pour, si l'on excepte les abstentions d'Alexis Corbière et François Ruffin, transfuges de LFI ayant intégré le groupe « écologiste » depuis juillet 2024.

Le P.R.C.F. a envoyé aux députés une lettre ouverte (consultable en intégralité sur initiative-communiste.fr), leur rappelant notamment : « Face à cette fuite en avant périlleuse et de plus en plus incontrôlable, nous vous appelons à rompre d'urgence, et tant qu'il en est encore temps, avec cette logique belliciste suicidaire et à œuvrer pour une alternative fondée sur la souveraineté des nations, le dialogue, l'investissement massif sur la vie et la fin des ingérences. »

29 mai 2005 - 31 mai 2025 : pour les 20 ans de la victoire du NON

Exigeons un nouveau référendum sur l'UE !

Par Fadi Kassem

Le Pôle de Renaissance communiste en France et la Jeunesse pour la Renaissance communiste en France, engagés dans la victoire du Non au référendum le 29 mai 2005, poursuivent le combat vingt ans plus tard pour exiger la tenue d'un NOUVEAU RÉFÉRENDUM sur l'UE.

Avec le Parti de la démondialisation (Pardem), la Dynamique populaire constituante (D.P.C.) et le Rassemblement du Peuple souverain pour une France indépendante et une République sociale (R.P.S.-FIERS), le P.R.C.F. et la J.R.C.F. appellent tous les travailleurs, syndicalistes de combat, militants progressistes, toutes les forces patriotiques antifascistes, tous les citoyens épris de paix et désireux d'arrêter la marche à la guerre sous l'impulsion de l'Axe UE-OTAN, à signer et *à faire signer* une pétition pour exiger la tenue d'un nouveau référendum. Avec une question très simple : « Souhaitez-vous que la France reste dans le système actuel de l'Union européenne ? »

Exigeons un référendum !

Face à la forfaiture du traité de Lisbonne qui a violé la victoire du *non*, et alors que Macron a annoncé dans ses anti-« vœux » du 31 décembre 2024 son intention de « consulter les Français », exigeons ce nouveau référendum VITAL pour les travailleurs et l'avenir de la France, de l'Europe et de la paix.

L'enjeu est de taille : sous l'impulsion de Macron et de ses satellites de la vraie droite dure et de la fausse « gauche » social-impérialiste, la marche à la guerre, la fascisation, la casse des services publics, des conquêtes sociales, la dissolution de la France s'accélèrent à vitesse grand V dans le cadre du « saut fédéral européen ». Autant de forces qui refusent d'attaquer radicalement l'Axe UE-OTAN et qui continuent de porter, pour la « gauche » politique et syndicale établie, les mensongers slogans de « l'Europe sociale », « l'Europe des gens et pas de l'argent », etc.

Or, la ratification du traité de Lisbonne le 4 février 2008 par Sarkozy-Fillon, avec le soutien tacite du Parti « socialiste », constitue le plus grand rapt démocratique de la V[e] République : celui du viol de la victoire du *non* le 29 mai 2005. Ainsi est morte ce jour-là la souveraineté du peuple, n'existant plus que factice-ment dans des scrutins verrouillés dont les résultats, s'ils ne conviennent pas aux tenants de l'ordre euro-atlantique, sont systématiquement contournés par les corrompus au pouvoir.



Rendez-vous les 8 et 31 mai !

À l'heure où les états-majors des confédérations syndicales brillent par leur impuissance et leur silence assourdissant – si ce n'est pour appeler à... soutenir militairement et financièrement le régime pronazi de Kiev !–, à l'heure où l'extrême droite Le Pen-Maréchal-Ciotti-Zemmour confirme son ralliement total à l'ordre UE-OTAN (tandis que Philippot et Asselineau sont les avocats inconditionnels de l'illuminé belliciste Trump), à l'heure où la « gauche » établie persiste dans l'aveuglement européiste – et pour le PS, EELV et Place Publique, dans la marche à la guerre nucléaire contre la Fédération de Russie –, le temps n'est plus aux demi-mesures mais à la *rupture* !

Et pour cela, deux dates à retenir. D'abord, jeudi 8 mai 2025 : rendez-vous à 11h au Café du Croissant à Paris (confirmation sur le site Initiative communiste) pour que soit arrêtée la funeste marche à la guerre. Puis samedi 31 mai 2025 à Paris (coordonnées précises à venir), qui doit être le point de départ pour qu'émerge une véritable alternative politique, Rouge *et* Tricolore, prônant la sortie de l'euro, de l'UE, de l'OTAN *et* du capitalisme exterministe qui porte la guerre comme la nuée porte l'orage (Jaurès).

Militants communistes et insoumis, syndicalistes de combat, patriotes antifascistes, travailleurs, citoyens épris de paix, signez *et faites signer* la pétition sur le site www.le-referendum2025fr. Rejoignez la campagne pour exiger ce nouveau référendum. Et rendez-vous jeudi 8 mai et samedi 31 mai 2025 à Paris pour que, comme le 29 mai 2005, triomphe de nouveau le peuple souverain !

Fermez le banc !



Oui, on peut encore voir des bancs publics accueillants, non affublés de ces affreux accoudoirs agressifs et qui ne visent qu'à empêcher la position allongée. Désormais c'est un peu partout que l'on voit des appui-fesses – à condition encore que ceux qui sont en attente d'un car ou d'un métro aient la taille requise pour s'appuyer, soit sur quelques lattes de bois inclinées, soit sur une tige cylindrique et métallique.

Nous avons tous vus de gros blocs de pierre fermant l'accès, sur le trottoir, à un coin d'immeuble (ou l'occupant, carrément) présentant une avancée qui protégerait un peu de la pluie quiconque voudrait installer matelas et cartons au sol. Mais si vous voulez une visite guidée des divers moyens existants pour repousser loin du centre de la ville ceux dont la misère choquerait le bourgeois, ceux qu'on appelle les SDF (on reste stupéfait de se voir soi-même user de cet acronyme pour parler d'êtres humains), utilisez ce lien (même s'il n'y a pas lieu de cultiver le souvenir d'Henri Grouès, alias « L'abbé Pierre »...) et vous aurez une visite commentée par deux ou trois de ces hommes « sans domicile fixe » (sans domicile du tout !) : https://www.les-picsdor.fr/les-pics-d-or.

Olivier R.

Saint-Malo casse ses transports

Depuis le 6 janvier et afin de « remplacer les bus vides », l'agglomération de Saint-Malo et son nouvel opérateur Transdev ont mis en place un service de « transports à la demande » composé de mini-bus de neuf places conduits par de simples « permis B » souvent totalement étrangers au métier du transport de voyageurs, que l'usager réserve par application au moins une heure avant l'heure souhaitée du départ. Séduisant !

Oui, mais : selon les réservations des neuf potentiels usagers, le trajet le plus court calculé par une I.A. pour aller les chercher et les déposer ne sera jamais le même. Pas plus que l'heure d'arrivée !

En somme, un salarié résidant à la campagne qui prenait auparavant son bus à heure fixe pour rejoindre son travail à Saint-Malo peut désormais arriver en retard au travail et rentrer même plus tard le soir... Belle avancée !

La population grogne. Les salariés de Transdev aussi, car c'est leur activité de bus réguliers dans l'agglomération qui a été cassée pour y substituer ces « transports à la demande ». Casse des services publics et casse du travail vont souvent de pair.

Gilliatt DS.

Écologie : vivent les circuits courts !

J'achète, en ligne, à la Boutique du Musée du Prado (Madrid), deux tasses en porcelaine via un site basé en Irlande. À la réception, surprise : le colis vient de Californie et porte le cachet de la poste-douane allemande de l'aéroport de Francfort. Et les tasses typiques espagnoles sont fabriquées en Chine. Mais le facteur m'a livré en voiturette électrique. Ouf ! *Pierre 59*

Mort, à qui profites-tu ?

3141 entreprises locales de pompes funèbres appartiennent en réalité au groupe « Omnium de Gestion et de Financement », première entreprise du funéraire en France. Tout est dit dans le nom de cette société : l'exploitation de l'individu continue après son décès !

Pierre 59

Le niveau monte...

Dans une récente émission littéraire, l'académicienne Danielle Sallenave expliquait que son goût pour la lecture était né le jour où, envoyée en permanence à l'occasion d'une absence de prof, cette élève de 4e avait emprunté au hasard un livre à la bibliothèque de son collège. Fascinée, elle avait alors découvert *L'idiot* de Dostoïevski, ce qui a changé sa vie. Voilà ce qui risque de moins en moins d'arriver tant, dans les CDI trop souvent américano-formatés de l'Éducation nationale (ah "la Dewey"...), il est conseillé aux documentalistes de virer les vieux bouquins de littérature, de philo ou de sciences, qui, c'est évident, "ne risquent pas d'intéresser les élèves". Sûrement un hasard si le niveau de l'Éducation nationale (et de maîtrise du français, de l'orthographe, de la diction, etc.) s'écroule dans les classements internationaux !

En conséquence, bravo aux profs-docs résistants qui s'entêtent à ouvrir l'esprit des jeunes à cette horreur passéiste que sont les auteurs classiques !

Floréal



Trump contre la santé mondiale

Par Nicole S. (visiteuse médicale hospitalière, membre de la commission santé du P.R.C.F.)

Le président Trump aime clamer « America first » (« l'Amérique d'abord »). Son action montre que pour lui, la santé passe après...



Que pouvions nous attendre de mieux d'une administration d'extrême droite, insensible, voire méprisante pour la santé ? Trump est allé jusqu'à nommer ministre de ce secteur le très controversé, opportuniste et obscurantiste Robert F. Kennedy, et lui a demandé de durcir sa politique sur les IVG. Il fait aussi preuve d'une inconscience totale en gelant les financements de recherche scientifique dans les universités, et en retirant des milliards de dollars au National Institute of health (Institut national de la santé).

Mais Trump est aussi hostile à toute collaboration internationale dans le but de prévenir les futures pandémies. Ainsi, le retrait des États-Unis de l'Organisation mondiale de la santé revient à laisser mourir des millions de personnes dans le monde : en 2022-2023 leur versement avait été de 1,02 milliard de dollars, dont 42 % destinés à l'Afrique.

Et les virus, les germes, les bactéries, les maladies ne connaissant pas de frontières, demain, nous serons nous-mêmes touchés par des épidémies que nous avions éradiquées. La rougeole est présente en Asie, aux U.S.A., en Europe de l'Est, au Maroc, et elle est extrêmement contagieuse : elle arrive donc ici. Il est honteux, en 2025, de lire dans la presse grand public que plusieurs cas ont été signalés en France depuis le début de l'année ! La tuberculose aussi est en recrudescence : 4728 cas on été recensés en 2023 (chiffre fourni par la Sécurité sociale), alors qu'il s'agit d'une maladie mortelle !

Prenons tous ensemble conscience que le capitalisme détruit notre système de santé et continuera jusqu'à sa disparition totale si on le laisse faire.

Digne-les-Bains : pour l'hôpital, contre la guerre mondiale

Lundi 13 mars, l'ARC 04 s'est levée tôt pour aller distribuer les nouveaux tracts Anticorps Rouges devant l'hôpital de Digne-les-Bains. Ce site en souffrance est un repère pour toutes les populations isolées de ce bassin sous-peuplé au sein d'un département qui est déjà parmi les moins densément peuplés de France.

Respect pour les militants communistes

Alors que la troisième guerre mondiale est dans toutes les têtes au vu des propos alarmistes de nos médias (visant à nous préparer psychologiquement aux désirs du capital financier impérialiste), les propositions de la Commission Santé sont offensives : non pas simplement le refus de la guerre, de la privatisation sanitaire, le freinage devant la chute, mais la revendication de la nationalisation des secteurs clefs et la rupture avec les chaînes impérialistes de l'U.E., de l'OTAN, de l'euro, et du capitalisme.

L'accueil des populations est très favorable, personne ne s'attarde sur la faucille et le marteau ni ne vient nous parler d'un crime de guerre d'un autre pays communiste il y a 80 ou 90 ans, chacun salue les militants que nous sommes, présents à 7h du matin loin de chez eux (45 minutes de route minimum pour chacun d'entre nous) pour défendre les intérêts de tous les professionnels et usagers qui prennent leur service ou viennent consulter pour un problème de santé. Les langues se délient, les gens expriment leur inquiétude, leur colère, leur envie de changer le cours des choses.

Construire les réseaux résistance

Il n'y a qu'une seule façon pour préparer dès aujourd'hui la secousse révolutionnaire que toutes les classes et couches opprimées appellent de leur vœux en chuchotant chez eux : travailler à construire les réseaux locaux de résistants en allant directement à la rencontre des travailleurs et des citoyens là où ils sont, pour renforcer le P.R.C.F. et la J.R.C.F., et prendre ainsi part à la grande bataille qui hante toute l'Europe, non pas contre je ne sais quel pays à des milliers de kilomètres d'ici, mais la grande bataille de classe que la bourgeoisie ne pourra pas gagner indéfiniment.

L'argent pour l'hôpital, pas pour le Capital, ni pour la guerre mondiale !

***Antoine** (médecin, Commission Santé du P.R.C.F.).*

Le P.C.F. explose (encore) sur la question de la guerre

Par Vincent Flament

Suite à l'allocution d'Emmanuel Macron le 5 mars, Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, a publié un communiqué montrant jusqu'on on peut dériver quand on a jeté par dessus bord les bases marxistes.

« Notre pays ne peut pas s'engager dans un fédéralisme européen botté et nucléarisé comme le propose Emmanuel Macron, ni en déclarant "ouvrir le débat stratégique" sur l'extension à l'échelle européenne de la couverture de la force nucléaire française. Ce n'est pas assurer la paix, c'est prendre le risque d'une confrontation nucléaire en Europe. » Le P.R.C.F. aurait pu signer cet extrait de la déclaration de Fabien Roussel, répondant au président de la République le 5 mars (voir en pages France). Malheureusement, d'autres points de ce communiqué sont scandaleux.

Un autre atlantisme est possible

« Nous appelons la France à s'engager dans la voie de la désescalade militaire et de choisir une autre voie : celle de la diplomatie », écrit encore le secrétaire national du PCF. Certes, mais comment prétendre s'engager sur la voie diplomatique tout en parlant comme il le fait d'« agression russe, criminelle et injustifiable », mentant ainsi par omission sur l'agression des populations russophones du Donbass après le putsch de Kiev début 2014 et la remise en route d'un plan d'adhésion à l'OTAN dont Moscou avait prévenu qu'il constituerait un casus belli ?

« Depuis des années, le PCF appelle à sortir de l'OTAN », rappelle Fabien Roussel. Fort bien, mais il ajoute aussitôt que c'est pour... « construire notre propre sécurité européenne » (c'est nous qui soulignons) ! On le voit, la direction du P.C.F. a dérivé tellement loin dans l'abandon de la souveraineté nationale (l'expression est d'ailleurs absente du communiqué) que pour le n°1 de ce parti, la sortie de l'OTAN doit se faire dans le cadre supranational européen !

Le pire, c'est que Roussel n'est pas le pire !

André Gerin est allé encore plus loin : l'ancien député-maire de Vénissieux, parti du PCF parce que la création de la NUPES mettait le P.C.F. à la remorque de Mélenchon, n'a pas hésité en l'occurrence à déclarer à propos de Macron : « Pour ma part, je considère que son discours était ferme et juste face à la menace russe. » Il ne le critique par la suite que pour s'aligner sur les puissances les plus russophobes : « La menace russe est bien plus grave que ce que laisse entendre Emmanuel Macron. Pour s'en convaincre, il suffit d'écouter les Polonais, les Moldaves et les pays baltes... ». Et d'y aller au passage d'un couplet antisoviétique digne de la guerre froide : « Nous faisons face à une Russie impérialiste qui ne supporte pas la fin de l'empire soviétique. Elle est prête à tout pour restaurer l'hégémonie totalitaire de l'URSS stalinienne. »

Gerin finit par un véritable appel aux armes : « Il faut restaurer la puissance de la France, en rassemblant massivement des réservistes, et en réintroduisant le service national nouvelle génération. » Mais comme Roussel, il inscrit ce sursaut guerrier pseudo-patriotique dans le carcan de « la défense autonome de l'Europe » !

Et comme le P.C.F. a liquidé depuis longtemps toute discipline, des positions tout aussi originales dans l'absurde se sont fait entendre dans ses propres rangs. Ainsi, le sénateur Pierre Ouzoulias a publié sur X : « L'intervention du président de la République fut à la hauteur des enjeux. Je me retrouve dans l'essentiel de son propos. » Avant de produire cette perle sublime : « Sortons les dépenses liées à la recherche, à l'écologie et à l'industrie des critères de Maastricht. Notre indépendance passe par la fin de l'austérité. » Quel rapport ? Allez savoir ! Comment « sortir des dépenses » des critères de Maastricht sans sortir de l'U.E. ? Mystère. Et cet homme est sénateur !

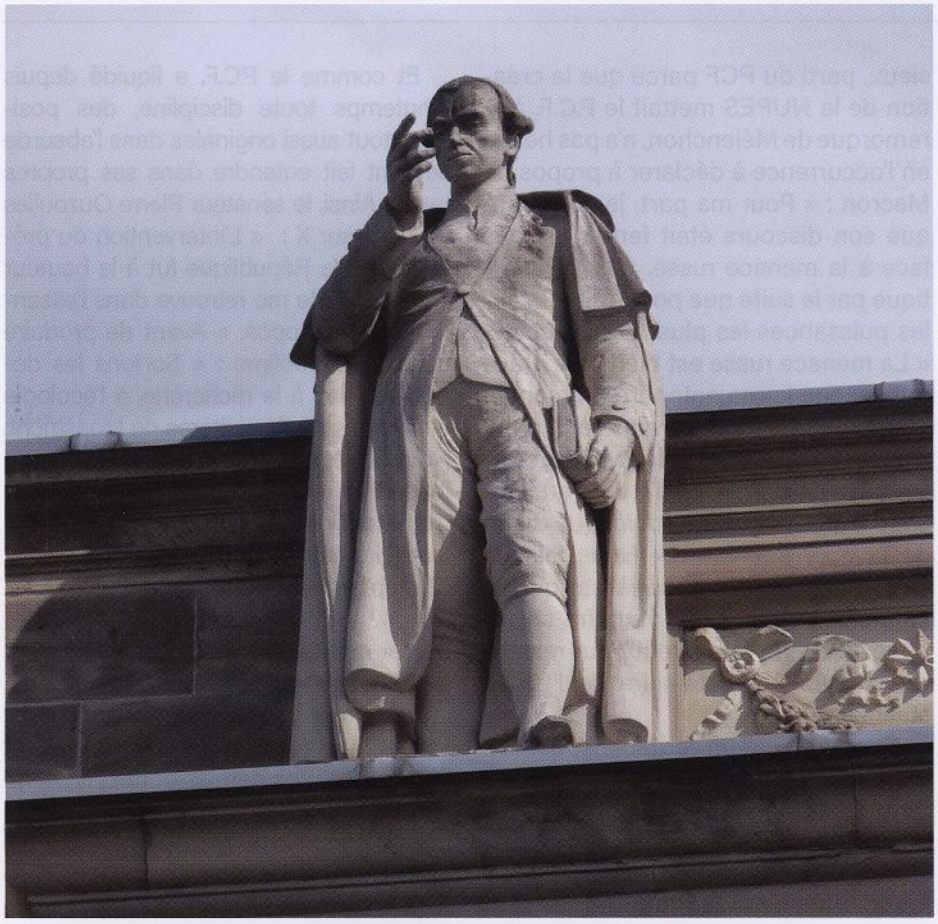
Les « quatre sorties », seule voie vers la paix

Le 5 mars, le P.R.C.F. publiait pour sa part un communiqué se concluant ainsi : « Faisons démissionner l'illuminé de l'Élysée ! Et soutenez le seul projet possible pour une paix durable pour les travailleurs de France : la sortie de l'euro, de l'UE, de l'OTAN ET du capitalisme qui porte la guerre comme la nuée porte l'orage. (...) Europe atlantique ou Monde pacifique : IL FAUT CHOISIR ! »



Comprendre Kant dans une perspective dia-matérialiste et anti-exterministe

***Par Georges Gastaud** (extrait 1)*



Il est beau de fixer à chacun des normes invariables et catégoriques très élevées de non-contradiction, de réciprocité, d'autonomie et d'universalité morales ; mais concrètement [...], quand on intervient dans le cadre d'une société fondée sur le privilège, sur l'exploitation économique invisible de l'autre, sur le pillage des autres pays, sur le rabaissement permanent d'un sexe, sur l'humiliation d'autres langues et d'autres cultures, et d'aucuns pourraient peut-être élargir cette liste à la maltraitance exercée depuis des millénaires sur les animaux et leurs écosystèmes, cet « universalisme » éthéré qui ne fait abstraction qu'en théorie et qu'en imagination des conditions d'existence des individus et des peuples n'est-il pas d'emblée voué à l'inefficience ou à l'hypocrisie ?

Marx et Jésus contre l'universalisme idéaliste

Que signifie *Tu ne voleras pas !* quand on est riche à milliards, que l'on n'a pas besoin de dérober de la nourriture pour vivre douillettement et que, [...] on vit *objectivement et en pratique* de la tonte de milliers de « moutons » humains, ou quand, à l'inverse, on se nomme Jean Valjean et que l'on est contraint de voler une miche de pain pour apaiser la faim des enfants miséreux de sa sœur ? [...] la critique marxienne de l'universalisme idéaliste converge alors avec la fulminante critique des Pharisiens qui fait dire au Nazaréen [...] qu'il est plus facile au chameau de passer par un trou d'aiguille qu'au riche d'entrer dans le royaume des cieux... L'indigent aura certes plus de mal que le nanti à respecter tel commandement « universel », par exemple le « *Tu ne voleras pas* » car ventre affamé n'a pas d'oreilles, mais le riche ne pourra respecter, au sens fort de ce verbe, quelque impératif que ce soit car il ne saura jamais vraiment si, lui obéissant dans sa forme, comme faisaient les Pharisiens, il ne l'observe pas seulement d'une manière « formelle », au mauvais sens du mot, pour l'apparence et pour la bonne conscience. Il s'en suit pratiquement que seule une société authentiquement en marche vers le communisme où l'universel abstrait de la règle a cessé de couvrir du voile du pharisaïsme social l'avidité des pauvres et l'insolence des repus, avec au beau milieu, des petits-bourgeois s'imaginant vertueux parce qu'ils possèdent assez pour ne pas voler et qu'ils sont trop poltrons pour dépouiller ceux qui ont bien plus qu'eux, est une société authentiquement vertueuse en ceci qu'elle est matériellement organisée pour rendre possible à chacun de faire son devoir sans manquer ce faisant à d'autres impératifs non moins impérieux, notamment sans « conflits de devoirs » obligeant le pauvre à choisir entre sa famille, sa classe, sa patrie, son espèce... Raison pour laquelle la « morale communiste » enjoindra chacun de lutter toujours pour qu'advienne une société sans classes permettant l'égal développement à la fois individuel et solidaire de tous ses membres, donc où la moralité puisse être réellement pratiquée par tous *sans contradiction*. [...]

Un étrange devoir de délation...

Pire encore, l'universalité et la non-contradiction « morales » ne sont même pas réalisables « formellement » et « abstraitement » dans une société structurellement inégalitaire, en gros dans une société où les moyens de production sont aux mains d'une classe minoritaire et exploiteuse. Si en effet, je rends scrupuleusement au « César » esclavagiste, féodal, capitaliste, impérialiste, fasciste, qui gouverne mon pays, « ce

qui est (supposément) à César », il s'en suivra objectivement que j'aurai pris, ou que je l'aurai aidé à prendre, ce qui est en réalité le fruit du labeur d'une masse d'esclaves, de serfs, de prolétaires, d'« indigènes » coloniaux, de femmes-servantes écrasées produisant les biens et les services qui, certes, nominalement, « appartiennent à César »... Et pour cela, j'aurai dû prendre appui sur quoi, en dernière analyse, sinon sur le droit positif, c'est-à-dire sur ce que l'on appelle droit « en fait », et non pas sur ce « droit en droit » qu'est la justice !

Cela se constate aussi à partir de l'exemple que le philosophe suisse Benjamin Constant opposera à Kant pour prouver l'insoutenabilité de l'impératif catégorique kantien interdisant de jamais mentir, même à un bandit qui vous demanderait si est caché chez vous l'innocent que vous hébergez. Cet exemple grotesque et insoutenable [...] fait éclater le scandale d'une règle morale (*Ne mens jamais car tu ne pourrais vouloir universellement que chacun mentît à chacun*) qui, appliquée de manière indiscriminée, en vient à en dynamiter une autre, non moins importante : car j'ai aussi le devoir catégorique de contrecarrer la malveillance, d'abattre le fascisme, de chasser l'oppresseur de mon pays, de ne pas me rendre complice d'un égorgeur en chasse... comme j'ai bien évidemment le devoir de ne jamais me transformer en méprisable cafard ou de ne pas couvrir la fuite, si peu que ce soit, de l'innocent persécuté ou du résistant traqué par la Gestapo. Qu'un kantien pût répondre qu'il faudrait d'abord dire la vérité au tueur, puis courir sur le champ alerter la police, cela serait au mieux dérisoire, au pire dégoûtant de tartuferie [...].

Un universalisme... impossible à universaliser

Poussé aux limites, cet universalisme obstinément abstrait n'est donc pas seulement impraticable ou hypocrite, *il est contradictoire et... non universalisable*, non pas, parce que la règle morale ne serait pas en soi universalisable et non contradictoire (sur ces points, Kant a totalement raison), mais parce que la morale véritable nous commande de nous occuper, non seulement d'accomplir notre action immédiate [...] mais aussi [...] de travailler à ce qu'adviennent les conditions sociohistoriques et socioculturelles, voire environnementales, donc « politiques », permettant aux règles de s'appliquer à tous sans contradiction et en toute réciprocité véritables. Ce qui est impossible sans militer en prenant appui sur les luttes locales, nationales, internationales du prolétariat allié aux peuples exploités. Bref, c'est aussi pour des raisons formelles que la morale doit prendre en compte les conditions matérielles de son exercice de même que, symétriquement, le matérialisme historique et la militance communiste, et plus globalement, l'engagement « républicain » pris *largo sensu*, doivent concevoir théoriquement et travailler pratiquement les conditions générales permettant la mise en application effectivement non contradictoire et universelle des règles, faute de quoi celles-ci risquent fortement, au moins « aux limites », de s'avérer mensongères ou de nourrir une insupportable, et fausse naïveté [...] La « volonté bonne » que Kant évoque pour montrer que l'action ne vaut que par son respect de la loi et indépendamment de ses conséquences est ici prise à son propre piège car voudrais-je vraiment « sans contradiction » ni exception dire vrai en toutes circonstances s'il en résultait avec une très haute probabilité le meurtre d'autrui, voire l'extermination exhaustive de l'humanité ?

Le marxisme est plus moral que le kantisme

Notons au passage que, en toute rigueur, le matérialisme marxiste tend à renforcer l'universalisme formel, voire l'universalisme abstrait des règles morales, et non pas à le ruiner, et qu'il valide plus qu'on ne croirait la méthodologie kantienne en matière d'éthique ; en effet, à mieux y regarder, celui qui applique les règles en se moquant totalement de leur effet [...] ne peut que se contredire, soit parce qu'en fait de respect des formes de la loi, il finira par une obéissance mécanique et servile à leur égard (perte de l'autonomie morale du sujet, qui est peut-être la règle des règles [...]) soit parce qu'il sera secrètement condamné [...] à la pire des mauvaises fois car derrière l'observance méticuleuse et « catégorique » du devoir, le Pharisien sert ses propres intérêts et, comme disait Pascal, il « justifie les actions en purifiant les intentions ».

Un second extrait de ce texte sera publié dans notre prochain numéro.



BRÈVES POLAIRES

A.R.C. 21
Troisième tractage avec un sympathisant à la sortie de l'entreprise USCPP Dijon, distribution de trente tracts pour le 8 mars et vente d'un *IC* à une femme qui nous a donné cinq euros ! Accueil toujours plutôt bon. 70 tracts 8 mars distribués et un *Manifeste pour l'émancipation des femmes* donné à une jeune femme lisant Marx dans le tram.

A.R.C. 82
Collage de dix affiches « la guerre contre les femmes... » dans six communes.

A.R.C. 59
Collage de dix affiches pour le 8 mars, accompagnées de « l'argent pour les salaires... », « brisons les chaînes », « sortons de l'OTAN », « l'UE et l'OTAN, c'est la guerre ». Quatre *IC* vendus en distribuant le dernier tract. 250 tracts diffusés en deux fois au Technicentre SNCF de Lille.

A.R.C. 32
Trois panneaux recouverts de « Brisons les chaînes ... » et « L'argent pour les salaires... » dans une commune, quatre affiches identiques dans deux communes et sur une dizaine de panneaux à Auch.

ARC 33
Plus de 100 affiches diverses ont été collées.

A.R.C. 46
Soixante affiches collées : « Brisons les chaînes de l'UE », « Marianne », « Promouvoir un travail rémunérateur... », « l'UE et l'OTAN, c'est la guerre », « Reconstruire le Parti » et des bandeaux, ainsi que des affiches pour le 8 mars. Ojectif : assurer notre présence 1 ou 2 fois par mois sur les murs. Distribution de 200 tracts contre la privatisation des hôpitaux dans le bassin ouvrier de Biars, suivie d'un collage « De l'argent pour les salaires pas pour la guerre ».

A.R.C. 74
Quatre camarades étaient au rendez-vous de la 63e mobilisation pour la Palestine, (17e pour le Liban), avec l'appui de l'AFPS, du GLPA, du CSPA, du PCF, de LFI, d'Urgence Palestine, d'ITHAR, du CCMA, de la FSU, Beaucoup de slogans : « Netanayou assassine les enfants de Palestine », « occupation illégale, Israël au tribunal » et d'autres, et enfin lecture du communiqué de la JRCF « Gaza n'est pas à vendre ».

A.R.C. 84-04
85 affiches dont 33 de spécifiques au 8 mars collées à Apt et dans les environs. 500 tracts « 8 mars » : à l'hôpital de Montfavet, au marché d'Apt et lors de la manif du collectif féministe 04 à Forcalquier. Distribution de tracts contre la privatisation des hôpitaux de Manosque et de Digne, et affichage dans la ville.

A.R.C. 94
Chaque dimanche, le PRCF a été présents sur le marché de Choisy-le-Roi : nous avons vendu 19 IC et 20 JDM. Un tract sur le bilan de notre activité dans le département a été diffusé aux habitants.

A.R.C. 93-77
Présence deux fois au marché de Saint-Denis ce mois-ci : plus de quinze *IC* vendus, et 34 euros de ventes de *Jeunesse du Monde*.

A.R.C. 80
Nous avons vendu quatre *IC* sur un marché et participé à deux manifs de soutien à la Palestine.

A.R.C. 31
14 affiches pour le 8 mars, 5 « sortons de l'OTAN », 24 bandeaux, 24 « L'UE et l'OTAN c'est la guerre ».

A.R.C. 62
Diffusion de 400 tracts « La guerre contre les femmes... » dans les quartiers populaires d'Outreau et Le Portel.

DANS LES MANIFS

DROITS DES FEMMES (8 MARS)

Marseille, franc succès, vendu 20 *IC* et collé des affiches dans le quartier et à un dizaine autour du drapeau du PRCF, distribué 80 *XX-elles* pendant la manif, avec des discussions approfondies.
Nous étions 12 lors de la projection du film *Les petites mains* sur les terribles conditions des travailleuses, souvent sans-papiers, dans les hôtels et comment la grève est le meilleur et le seul outil réel pour imposer la reconnaissance de leur travail et de leur souffrance face à l'exploitation capitaliste... de chouettes discussions ont émergées avec notamment le témoignage sur la grève générale qui dure en Grèce !

Toulouse, manifestation très festive, mais peu de slogans, nous étions 6 du PRCF, avons distribué 1000 tracts « guerre contre les femmes contre la guerre », 85 *XX-elles* et vendu 1 *IC*.



Lille, manifestation importante, très dynamique et bruyante avec la présence de 3 camarades du PRCF qui ont vendu 3 *IC*, distribué 60 *XX-elles* et 100 autocollants.

Nancy, prises de paroles d'organisations féministes, 3 camarades du PRCF et une sympathisante de la JRCF ont vendu 6 *Jeunesse du Monde*.

Annecy, les camarades ont distribué sur un marché 200 tracts avec facilité à cause du titre « guerre contre les femmes contre la guerre » et vendu 2 *XX-elles*, après avoir collé 20 affiches.

RETRAITES (20 MARS)

Montpellier, 3 militants du PRCF (du 30 et du 34) avec drapeaux et pancartes, ont distribué 200 tracts « l'UE et l'OTAN, c'est la guerre et la misère », nombreuses discussions et photos de la pancarte « l'argent pour l'hôpital, pas pour la guerre mondiale » (publiée sur le site de l' Union locale CGT Nîmes).

Toulouse, Manifestation des travailleurs et étudiants de la culture , l'ENSAV (école de cinéma publique) qui défilaient avec une banderole "Contre la culture de la guerre / Etudiant.e.s en colère !!!"
Ceux de l'ENSAV et de l'ISDAT (beaux-arts) scandaient "Du fric pour la culture / pas pour les flics et les armées !", et "on veut la paix !". Enfin une trotskiste syndiquée largement applaudie est intervenue pour s'opposer complètement à l'économie de guerre, sans conditions, et réclamer la paix.

CONTRE LE RACISME (22 MARS)

À Marseille, nous étions les seuls à porter un drapeau français et le moins qu'on puisse dire c'est qu'il a fait sensation! Toute la manifestation en a parlé que ce soit en bien et en mal, de nombreuses personnes sont venues nous féliciter pendant que d'autres étaient intriguées. Six offensives politiques ont eu lieu contre le drapeau français ou contre le drapeau de l'URSS ! Et un groupe d'autonomes de cinq personnes à moitié cagoulés sont venus nous traiter de soutiens objectifs du colonialisme mais ils n'ont pas résisté à la mémoire des FTP-MOI et d'Henri Alleg, ni aux remarques de nos deux camarades algériens qui étaient présents et nous défendaient. Des manifestants sont venus leur demander d'arrêter de casser les pieds. Une militante de la JC13 est même venue saluer notre initiative discrètement... On a tenu bon et on su polariser la manifestation !

À Rennes, les militants du PRCF ont diffusé plus de 200 tracts appelant à en finir avec l'UE et l'OTAN et à battre le camp macroniste, principal promoteur de la fascisation et du bellicisme.

À Toulouse, cinq militants du PRCF ont distribué 500 tracts « Pour combattre Macron, l'extrême droite et le racisme ».



À Lyon, huit camarades PRCF et JRCF présents, avec deux drapeaux, quatre panneaux recouverts d'affiches et trois *IC* vendus.

À Boulogne, sur mer, le PRCF, la LFI le PCF , le NPA, la FSU, la CGT étaient présents : nous avons distribué 200 tract « Pour combattre Macron, l'extrême droite et le racisme ». Il nous en restait 200 que nous avons diffusés dans les quartiers populaires.

À Paris, nous avons participé à la manifestation contre le racisme du 22 mars à Paris et vendu 12 *IC*.

À Lille, une trentaine d'euros ont été collectés lors du rassemblement du cortège (Vente d'*IC*, de *Jeunesse du Monde*...) et nous avons beaucoup discuté, notamment avec des jeunes – dont deux porteurs d'un drapeau français contre le R.N. : nous les avons félicités pour leur symbolique, tout en regrettant l'emploi du *globish*...

POUR LA LIBÉRATION DE GEORGES ABDALLAH

ARC 33. Une vingtaine d'affiches et environ 1000 autocollants ont été apposés. Participation régulière, voire systématique pour un de nos camarades aux manifestations du samedi pour la Palestine. À signaler, pendant un collage, un « accrochage » avec un ukrainien accusant nos camarades d'être pro-russe dans un quartier populaire en voie avancée de gentrification.

ARC 74. Les militants du PRCF ont répondu à l'appel à mobilisation lancé par le Collectif de Libération Georges Abdallah, pour se réunir devant la préfecture : Annecy fait partie des 40 villes dans lesquelles se sont fait entendre haut et fort slogans et prises de paroles, portant l'exigence de la libération de Georges Abdallah, à la veille de la décision de la Cour d'appel de Paris : « Il est de nos luttes, nous sommes de son combat, libérez Georges Abdallah ! » Décision de la Cour ajournée au 25 juin prochain : l'acharnement continue, notre combat aussi !

Abonnez-vous à Initiative Communiste !



1 an (10 numéros) = 24 €

(ou 20€ pour les étudiants et chômeurs)

3 mois d'essai offerts !

Envoyez vos coordonnées et un chèque à l'ordre d'Initiative Communiste à :

INITIATIVE COMMUNISTE
BP 30111
62802 LIEVIN CEDEX

Abonnez-vous à Etincelles !

La revue théorique du PRCF



4 numéros = 28 €

(ou 18 € pour les étudiants et chômeurs)

Envoyez vos coordonnées et un chèque à l'ordre du PRCF à :

Annie CROVISIER
10 rue Victor Grignard
62300 LENS

Abonnez-vous au bulletin du Comité Internationaliste pour la Solidarité de Classe !

CISC

4 numéros = 6 €

Envoyez vos coordonnées et un chèque à l'ordre du CISC à :

Madeleine DUPONT
62, Les Hirsons
62800 LIEVIN

Bulletin d'abonnement

1 an : 24 € (ou 20 € pour les étudiants et chômeurs), 3 mois d'essai offerts !

NOM : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

CODE POSTAL : ..... VILLE : .....

Chèques à envoyer à l'ordre d'Initiative Communiste à : **Initiative Communiste, BP 30111, 62802 LIEVIN CEDEX**

Qui sommes-nous ?

Initiative Communiste (IC) est le mensuel édité par le Pôle de Renaissance Communiste en France (PRCF)

Le Pôle de Renaissance Communiste en France (PRCF) est **une organisation fédérant les communistes qui veulent reconstruire un grand parti communiste de combat en France**, sur la base de la théorie forgée par Marx, Engels et Lénine, afin de retrouver la voie du progrès social face au capitalisme destructeur.

Le PRCF unit le drapeau tricolore de la Révolution française au drapeau rouge des travailleurs en lutte dans l'objectif de :

- Sortir la France du broyeur de l'UE et de l'Euro
- Combattre l'OTAN et les guerres impérialistes
- Remettre la France en marche vers le socialisme
- Contribuer à la relance du front anti-impérialiste et du mouvement communiste international ;
- Entretenir un environnement humain viable contre l'exploitation capitaliste.

Pour cela, le PRCF s'appuie sur la stratégie suivante :

- Combattre le capitalisme et l'impérialisme qui détruisent les conquêtes sociales, les libertés démocratiques et la souveraineté des peuples, et qui menacent la paix dans le monde et dégradent notre environnement
- Remettre les travailleurs au cœur du rassemblement populaire contre le grand capital
- Combattre résolument l'Union Européenne (UE) capitaliste et refuser la mensongère "Europe sociale"
- Défendre l'héritage de la Révolution française (1789 et 1793), de la Commune de Paris (1871), de la Révolution d'Octobre (1917), du Congrès de Tours (1920) ainsi que de la Résistance et de l'action des ministres communistes (PCF) à la Libération (1944-1947) ;
- Dénoncer la criminalisation du communisme, refuser l'odieux amalgame entre le IIIème Reich nazi et les héros soviétiques de Stalingrad et défendre le socialisme cubain.

Le PRCF milite également pour relancer le syndicalisme de classe contre les directions syndicales inféodées à la Confédération Européenne des Syndicats (CES) totalement pro-UE. **Loin de négocier les régressions sociales, l'objectif est de construire le "tous ensemble et en même temps" contre le MEDEF et Macron qui n'est que l'exécutant d'une UE arrimée à l'OTAN.**

Il s'agit pour nous, qui voulons reconstruire un parti communiste de combat en France, d'isoler l'oligarchie capitaliste, anti-nationale et arc-boutée sur sa sacro-sainte "construction" européenne, et de **remettre le monde du travail au coeur d'un rassemblement populaire majoritaire visant à sortir notre pays de l'Euro, l'UE et l'OTAN**, en créant ainsi les conditions politiques d'une rupture révolutionnaire de masse avec le capitalisme.

Retrouvez-nous sur Internet !

PRCF

www.initiative-communiste.fr
ou sur Youtube, Facebook et Twitter

La chaîne Youtube de nos Cafés marxistes

JRCF

jrcf.over-blog.org
ou sur Youtube, Facebook et Twitter

Initiative Communiste
Mensuel édité par le PRCF
Rédaction et administration : BP30111 62800 LIEVIN
CPPAP : 0625P11367 - ISSN : 1321-3513 - Dépôt légal : mai/juin 2025
Imprimerie : Rivet Presse Édition
Directeur de la publication : Jean-Pierre HEMMEN
Directeur politique : Georges GASTAUD - gastaudcrovisier2@gmail.com
Rédacteur en chef : Vincent FLAMENT - vincent.flament59@gmail.com
Abonnements : Jean-Claude HOUSEAUX - jc.houseaux@free.fr
Gestion : Madeleine DUPONT